

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202871]

## 4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'audit logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la fonction publique, l'article 36bis, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'article 2 et l'article 46, § 2, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 définissant les différentes catégories d'audit énergétique visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2018;

Vu le rapport du 3 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup> du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 20/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 6 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant l'avis des pôles « Energie » et « Logement », donnés le 20 septembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie et de la Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'Administration : le Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie;

2<sup>o</sup> l'arrêté PEB : l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

3<sup>o</sup> l'audit : l'audit, organisé en plusieurs modules obligatoires ou facultatifs, réalisé sur un logement ou un logement en devenir par un auditeur, et dont les résultats se traduisent dans des rapports générés par le logiciel;

4<sup>o</sup> l'auditeur : l'auditeur agréé conformément aux exigences du présent arrêté;

5<sup>o</sup> la base de données : la base de données associée au logiciel et aux procédures;

6<sup>o</sup> le bouquet de travaux : le bouquet de travaux est composé d'un ou plusieurs travaux prescrits par l'auditeur pour améliorer le logement ou le logement en devenir; chaque bouquet forme un tout indivisible;

7<sup>o</sup> le centre : le centre de formation agréé conformément aux exigences du présent arrêté;

8<sup>o</sup> le certificat : le certificat PEB d'unité résidentielle établi conformément aux articles 31 et suivants de l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

9<sup>o</sup> le décret PEB : le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

10<sup>o</sup> la hiérarchie : la hiérarchie établie entre les bouquets de travaux;

11<sup>o</sup> le logement : l'immeuble bâti ou partie de celui-ci structurellement destiné à l'habitation d'un ou plusieurs ménages;

12<sup>o</sup> le logement en devenir : l'immeuble bâti, dont la vocation initiale n'est pas résidentielle, mais dans lequel sont effectués des travaux afin d'y créer un ou plusieurs logements;

13<sup>o</sup> le logiciel : le logiciel associé à la procédure;

14<sup>o</sup> les Ministres : les Ministres qui ont l'Énergie et le Logement dans leurs attributions;

15<sup>o</sup> le module : la partie de l'audit couvrant la description du logement et du logement en devenir ou leur utilisation ou les travaux qui y sont réalisés;

16<sup>o</sup> la procédure : la procédure associée à un module et contenant l'ensemble des instructions permettant d'analyser, au moyen du logiciel, le logement concerné et le logement en devenir et de déterminer les améliorations spécifiques à ces logements;

17<sup>o</sup> le rapport : la présentation, synthétique ou détaillée, des résultats des modules ou de l'audit;

18° le RGPD : le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE.

## CHAPITRE II. — *De l'audit*

### Section 1. — L'audit

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Tout titulaire de droit réel ou locataire d'un logement ou d'un logement en devenir peut solliciter la réalisation d'un audit.

§ 2. L'audit comporte, au minimum, le module de base visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. L'audit peut comporter les modules suivants :

1° le module « suivi des travaux » visé à l'article 5, § 3;

2° le module « santé et confort des habitants » visé à l'article 5, § 2.

Les Ministres peuvent rendre les modules visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> obligatoires et définir d'autres modules supplémentaires.

### Section 2. — Des catégories d'audit

**Art. 4.** Les Ministres peuvent définir différentes catégories d'audit en considération des affectations spécifiques des logements ou des logements en devenir et en tenant compte du caractère commun ou individuel des installations techniques.

### Section 3. — Des modules

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le module de base permet au minimum :

1° de décrire la situation existante du logement ou du logement en devenir en tenant compte, le cas échéant, des projets de modifications du volume protégé ou des secteurs énergétiques envisagés par le demandeur;

2° de vérifier dans le logement ou le logement en devenir le respect des exigences minimales de sécurité, d'étanchéité et de stabilité déterminées par les Ministres en vertu de l'article 6, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, et d'en déterminer les améliorations potentielles;

3° d'analyser la performance énergétique du logement ou du logement en devenir, d'en déterminer les améliorations et de quantifier les gains énergétiques potentiels;

4° de synthétiser la comparaison des résultats des analyses visées aux 2° et 3°;

5° d'établir des bouquets de travaux à réaliser et leur hiérarchie en fonction des améliorations potentielles déterminées aux 2° et 3°.

Dans le cas mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, la hiérarchie tient compte des contraintes techniques, de sécurité, d'étanchéité et de stabilité et des gains énergétiques espérés. Les Ministres peuvent déterminer les principes de hiérarchisation que l'auditeur applique aux bouquets de travaux.

§ 2. Le module « santé et confort des habitants » permet au minimum :

1° d'analyser les critères de santé, les aspects de confort liés à la surchauffe estivale, à la pollution de l'environnement sonore et à l'éclairage des locaux et d'en déterminer les améliorations potentielles;

2° d'établir une liste de travaux à réaliser en adéquation avec les bouquets de travaux établis au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°.

§ 3. Le module « suivi des travaux » permet au minimum :

1° de vérifier le respect de la hiérarchie des bouquets de travaux établie par le module de base;

2° de rectifier, le cas échéant et pour motifs impérieux, uniquement à la demande du titulaire de droit réel ou du locataire ayant sollicité l'audit, la hiérarchie établie dans le module de base;

3° de valider les caractéristiques des travaux réalisés par rapport à ceux établis dans les bouquets de travaux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° et d'en quantifier les gains énergétiques lorsque ces travaux sont réalisés en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°;

4° de modifier et ensuite valider les caractéristiques des travaux réalisés par rapport à ceux établis dans les bouquets de travaux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, et d'en quantifier les gains énergétiques lorsque ces travaux sont réalisés en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°;

5° de synthétiser la comparaison des résultats des analyses visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°.

§ 4. Les Ministres peuvent compléter le contenu des modules, notamment en considération des catégories d'audit.

§ 5. Les modules visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 comportent en outre une évaluation chiffrée du coût des travaux qui intègre le calcul des primes en vigueur à la date de l'audit.

Les Ministres peuvent arrêter, chacun en ce qui le concerne, une mercuriale qui sert à l'évaluation chiffrée des travaux, au sein des modules concernés par une évaluation chiffrée.

### Section 4. — Des procédures et du logiciel

**Art. 6.** Les Ministres peuvent déterminer les procédures applicables à chacun des modules.

**Art. 7.** L'Administration met à disposition des candidats auditeurs et des auditeurs le logiciel. Les candidats auditeurs ont un accès au logiciel limité au moteur de calcul.

### Section 5. — Des données et de la base de données

**Art. 8.** Les données collectées et traitées dans les différents modules sont enregistrées sur la base de données via le logiciel mis à disposition des auditeurs par l'Administration, préalablement à l'édition des rapports.

**Art. 9.** Les données objectives collectées et traitées dans le cadre de l'élaboration d'un audit peuvent être réutilisées par un autre auditeur en vue de compléter un audit existant ou d'établir un nouvel audit.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Energie peut définir les hypothèses dans lesquelles les données collectées et traitées dans le cadre de l'établissement d'un certificat sont utilisées en vue de l'établissement de l'audit, ainsi que les modalités d'utilisation de ces données.

**Art. 11.** L'Administration est responsable de la gestion de la base de données, au sens du RGPD.

**Art. 12.** Les auditeurs agréés ont accès à la base de données via le logiciel dans le cadre de la réalisation de l'audit.

L'Administration a accès à la base de données afin d'assurer sa maintenance, l'octroi des accès aux auditeurs et le contrôle des auditeurs et des audits.

**Art. 13.** La base de données contient les données reprises à l'article 15, § 2.

**Art. 14.** Dans le cadre de la réalisation d'un audit, l'auditeur enregistre les rapports d'audit et de suivi via le logiciel dans la base de données. Une copie électronique du rapport est transmise à l'auditeur.

#### Section 6. — Des rapports

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les Ministres ou leurs délégués peuvent établir les modèles des rapports.

§ 2. Les rapports contiennent au minimum les informations suivantes :

- 1° l'adresse du logement ou du logement en devenir;
- 2° une photo de l'extérieur du bâtiment identifiant, le cas échéant, le logement ou le logement en devenir concerné;
- 3° la version du logiciel utilisé;
- 4° la date de la visite de l'auditeur, la date de la création du rapport et, le cas échéant, sa date de modification;
- 5° la catégorie d'audit et son numéro de référence;
- 6° l'identification du demandeur;
- 7° l'identification de l'auditeur, son numéro d'agrément et sa signature manuscrite ou numérique.

§ 3. Le rapport du module de base contient, outre ce qui est mentionné au § 2, le résultat des analyses visées à l'article 5, §§ 1<sup>er</sup> et 2, leur synthèse et les évaluations chiffrées visées à l'article 5, § 5.

§ 4. Le rapport de suivi de travaux contient, outre ce qui est mentionné au § 2, le résultat de la vérification, des modifications éventuelles et de la synthèse visées à l'article 5, § 3.

Il contient également le résultat des évaluations chiffrées visées à l'article 5, § 5.

Les Ministres établissent la liste des pièces et éléments justificatifs nécessaires à la vérification des travaux telle que visée à l'article 5, § 3, 1<sup>o</sup>.

§ 5. Les Ministres peuvent compléter le contenu des rapports notamment en considération des catégories d'audit.

Le Ministre de l'Énergie peut déterminer les catégories d'audit pour lesquelles l'auditeur établit, en sus des rapports, un certificat et le communique au demandeur dans les formes et délais prescrits aux articles 30 et suivants du décret PEB et aux articles 31 et suivants de l'arrêté PEB.

### CHAPITRE III. — Des auditeurs

#### Section 1. — De l'agrément

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Peut être agréée en tant qu'auditeur, toute personne physique répondant aux conditions suivantes :

- 1° être titulaire d'un diplôme d'architecte, d'ingénieur civil, d'ingénieur industriel, de bio-ingénieur ou d'un master en sciences et gestion de l'environnement;
- 2° disposer d'un agrément valable en tant que certificateur PEB d'unité résidentielle visé aux articles 42 et suivants du décret PEB et aux articles 57 et suivants de l'arrêté PEB;
- 3° avoir suivi l'ensemble de la formation et réussi les épreuves décrites aux articles 22 et 24 du présent arrêté;
- 4° ne pas avoir fait l'objet, moins de trois ans avant l'introduction de la demande d'agrément, d'une décision de retrait d'agrément visée au chapitre 5 du présent arrêté.

§ 2. Sont également admis les diplômes obtenus selon un régime étranger qui, en vertu de traités ou de conventions internationales ou en application de la procédure d'octroi de l'équivalence prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2016 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger, sont déclarés équivalents à l'un des diplômes visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

§ 3. Peut aussi être agréée toute personne morale qui compte parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins un auditeur agréé.

§ 4. L'Administration est agréée en tant qu'auditeur aux fins de la réalisation du rapport de suivi des travaux visé à l'article 15, §§ 2 et 4, pour les seuls cas visés par l'article 5, § 3, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément en qualité d'auditeur est adressée à l'Administration. L'Administration met à disposition un formulaire de demande qui contient, au minimum, les informations suivantes :

- 1° les nom, prénom et coordonnées du candidat auditeur;
- 2° la référence de l'agrément en tant que certificateur PEB d'unité résidentielle;
- 3° s'il s'agit d'une personne physique, la copie du diplôme du candidat auditeur ou l'équivalence visée à l'article 16, § 2;
- 4° s'il s'agit d'une personne morale, le numéro d'entreprise;
- 5° s'il s'agit d'une personne morale, une copie de la convention qui lie le candidat auditeur au titulaire de l'agrément et le numéro de l'agrément.

§ 2. Dans les dix jours qui suivent la réception du dossier de candidature, l'Administration adresse au candidat auditeur un accusé de réception qui indique :

- 1° la date à laquelle la demande a été reçue;
- 2° le délai dans lequel la décision intervient;

3° les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter.

Dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception, l'Administration notifie au candidat auditeur sa décision d'accepter ou non la candidature.

Par dérogation à l'alinéa 2, si le dossier est incomplet, le candidat auditeur en est informé dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 2 débute à partir de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

La notification de l'acceptation de la candidature autorise le candidat auditeur à s'inscrire aux formations et aux examens visés aux articles 22 et 24. Elle mentionne les modalités pratiques d'organisation de ces formations et examens.

L'alinéa 4 ne s'applique pas à la personne morale qui introduit une demande d'agrément et compte parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins un auditeur agréé.

§ 3. A l'issue des formations et examens visés aux articles 22 et 24, et après réception du rapport visé à l'article 26, les Ministres agréent les candidats auditeurs qui ont réussi les épreuves visées à l'article 24.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2, alinéa 4, et 3, les Ministres agréent la personne morale qui, lors de l'introduction de sa demande, compte parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins un auditeur agréé.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. La décision accordant l'agrément mentionne le numéro d'agrément.

La décision accordant l'agrément à une personne morale mentionne l'obligation pour celle-ci d'informer l'Administration, dans les 30 jours, en cas de cessation de la convention qui la lie au membre de son personnel ou son collaborateur qui est auditeur agréé.

§ 2. La décision accordant l'agrément est notifiée au candidat auditeur agréé dans un délai de soixante jours suivant la réception du rapport visé à l'article 26.

La notification précise les modalités d'accès aux outils à utiliser en application de l'article 8.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la décision accordant l'agrément est notifiée à la personne morale agréée dans un délai de soixante jours suivant la décision de l'Administration d'accepter la candidature de la personne morale.

§ 3. L'agrément prend cours à dater de la signature de la décision.

**Art. 19.** L'auditeur souhaitant cesser ses activités introduit une demande de retrait d'agrément sur base volontaire auprès de l'Administration.

L'Administration accuse réception dans les dix jours de la demande.

La décision de retrait d'agrément sur base volontaire est prise par les Ministres dans les soixante jours de la date de l'accusé de réception.

Le retrait d'agrément sur base volontaire prend cours à dater de la signature de la décision.

**Art. 20.** Sauf à démontrer que la personne morale dispose parmi son personnel ou ses collaborateurs d'une autre personne physique agréée en tant qu'auditeur, la cessation de la convention qui lie la personne morale titulaire d'un agrément à son membre du personnel ou son collaborateur qui est auditeur agréé entraîne de plein droit la perte de l'agrément pour la personne morale.

**Art. 21.** L'Administration publie sur son site Internet et tient à jour la liste des auditeurs agréés.

## Section 2. — De la formation des auditeurs

### Sous-section 1. — De la formation initiale en vue de l'agrément

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Les formations et les examens des candidats auditeurs sont organisés par des centres de formation agréés visés aux articles 32 et suivants du présent arrêté.

§ 2. Le candidat auditeur qui ne suit pas l'ensemble de la formation ne peut pas accéder aux épreuves de l'examen et suit une nouvelle formation complète.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une absence, qui ne peut pas excéder une journée, peut être justifiée par un certificat médical ou un document probant établissant un cas de force majeure.

**Art. 23.** Le contenu et les supports de formation sont mis à la disposition des centres par l'Administration et comportent au minimum :

1° un volet théorique d'une durée minimale d'une journée qui porte sur :

- a) le fonctionnement et l'application de la procédure, du logiciel et de la base de données;
- b) les conditions et la procédure d'agrément visées aux articles 16 et suivants;
- c) les missions de l'auditeur, visées aux articles 29 et suivants;

d) le contenu du module de base et des modules « santé et confort des habitants », « suivi des travaux », le contenu des rapports, et l'utilisation de la brochure explicative, visés aux articles 5 et 15;

2° un volet théorique et pratique d'une durée minimale de deux journées portant sur l'évaluation des critères de sécurité-étanchéité-stabilité, des critères de performance énergétique et des critères de santé et de confort de l'habitation, visés à l'article 5;

3° un volet théorique et pratique d'une durée minimale d'une journée portant sur les améliorations visées à l'article 5;

4° un volet pratique d'une durée minimale d'une journée comprenant des exemples pratiques de l'encodage complet des différents modules au sein du logiciel;

5° un volet pratique d'une durée minimale d'une demi-journée comprenant la présentation des rapports et de la brochure explicative.

La durée de l'ensemble de la formation ne peut excéder six jours.

**Art. 24.** L'examen comprend une épreuve écrite suivie d'une épreuve orale, la réussite de l'examen étant conditionnée par une note supérieure ou égale à dix sur vingt dans chacune des épreuves écrite et orale et par une note globale supérieure ou égale à douze sur vingt.

L'épreuve écrite est organisée sous forme de questionnaire à choix multiple et porte sur les aspects théoriques et pratiques visés à l'article 23.

L'épreuve orale a pour objectif de tester la connaissance de la réglementation applicable, des missions de l'auditeur, du logiciel et de la procédure, des rapports et de la brochure explicative.

Le candidat auditeur qui ne se présente pas à une épreuve suit une nouvelle formation complète et subit les deux épreuves.

Le candidat auditeur qui échoue à une épreuve suit une nouvelle formation complète et subit les deux épreuves.

Par dérogation à l'alinéa 4, une absence, qui ne peut pas excéder une journée, peut être justifiée par un certificat médical ou un document probant établissant un cas de force majeure. Dans ce cas, le candidat auditeur subit l'épreuve manquée, dans le centre où il est inscrit.

Sauf circonstances exceptionnelles, imprévisibles, indépendantes de la volonté du candidat auditeur et dûment motivées, l'inscription à une nouvelle formation ne peut pas être réitérée plus de deux fois.

**Art. 25.** Le centre communique à l'Administration, au moins quinze jours avant le début des cours et des épreuves, les dates prévues pour ceux-ci.

L'Administration peut assister aux formations et aux épreuves afin d'établir les améliorations et évolutions du déroulé ou des supports de formation ou des épreuves.

Elle peut également identifier les problèmes relatifs à la qualité de l'enseignement dispensé par le formateur, aux méthodes et pratiques d'enseignement du formateur ou du centre.

Lorsqu'elle assiste aux formations et aux épreuves, l'Administration ne peut pas intervenir activement dans le déroulé des formations et des épreuves.

**Art. 26.** Dans les quinze jours suivant la tenue de l'épreuve orale, le centre adresse une attestation aux candidats auditeurs qui ont suivi l'ensemble de la formation et réussi les épreuves.

Dans le même délai, le centre adresse à l'Administration un rapport qui indique les présences aux formations et les résultats aux épreuves écrites et orales de chaque candidat auditeur.

Les attestations et le rapport sont signés par le responsable du centre.

**Art. 27.** Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation des formations et des épreuves, le centre peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats auditeurs.

Les Ministres peuvent fixer le montant maximal du droit d'inscription.

#### Sous-section 2. — Des formations continues et complémentaires

**Art. 28. § 1<sup>er</sup>.** Les auditeurs sont tenus de suivre des sessions de formation continue ou complémentaire, organisées par les Ministres ou leurs délégués, ou les centres de formation.

§ 2. Les Ministres peuvent décider de la forme, du contenu minimum, de la durée et de la fréquence des formations continues ou complémentaires que suit l'auditeur.

§ 3. Les sessions de formation continue portent notamment sur les adaptations de la procédure, du logiciel et de la brochure explicative, qui résultent des évolutions techniques et des améliorations réalisées dans la prise en compte des données issues des certificats et des audits.

§ 4. Les sessions de formation complémentaire, permettent, notamment, de communiquer aux auditeurs des informations générales sur les évolutions réglementaires, sur l'utilisation de la procédure et du logiciel, ainsi que sur les liens entre l'audit et les mécanismes de subsides organisés en Région wallonne.

#### Section 3. — Des missions des auditeurs

**Art. 29. § 1<sup>er</sup>.** L'auditeur réalise personnellement, ou par délégation partielle, toutes les tâches nécessaires à l'établissement de l'audit, notamment :

1° la visite du bâtiment, la collecte et le traitement des données et l'enregistrement sur la base de données;

2° l'établissement des améliorations visées à l'article 5.

§ 2. Dans le cadre des améliorations visées à l'article 5, l'auditeur recueille la volonté précise du demandeur en ce qui concerne les modifications projetées du volume protégé ou des secteurs énergétiques.

§ 3. Les rapports sont expliqués et commentés par l'auditeur en présence du demandeur, à l'aide d'une brochure explicative mise à disposition par l'Administration.

Cette partie de la mission ne peut pas être déléguée.

Lorsque l'auditeur est une personne morale, cette partie de la mission est obligatoirement remplie par un auditeur membre du personnel ou collaborateur de la personne morale.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque les travaux ont été réalisés conformément aux recommandations de l'audit, le rapport de suivi de travaux peut être transmis au demandeur sans explication complémentaire.

§ 4. L'enregistrement des données visé à l'article 8 est effectué par l'auditeur dans les trente jours à dater de la visite du bâtiment nécessaire pour la collecte des données en vue de l'établissement du rapport du module de base.

La remise du rapport du module de base au demandeur, ainsi que l'explication et les commentaires visés au paragraphe 3, sont effectués par l'auditeur dans les trente jours à dater de l'enregistrement des données visé à l'article 8.

L'enregistrement des données visé à l'article 8 est effectué par l'auditeur dans les trente jours à dater de la visite du bâtiment ou de la réception des données nécessaires à l'établissement du rapport de suivi de travaux.

La transmission du rapport de suivi de travaux et, le cas échéant, l'explication de ce rapport, sont effectuées par l'auditeur dans les trente jours à dater de l'enregistrement des données visé à l'article 8.

§ 5. Lorsque l'auditeur délègue une partie de sa mission, il assume personnellement la responsabilité de toute sa mission et signe personnellement les rapports.

§ 6. L'auditeur informe l'Administration de l'enregistrement des rapports.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Les auditeurs exercent leur mission en toute indépendance.

L'auditeur ne peut pas réaliser l'audit d'un logement ou d'un logement en devenir sur lequel il est titulaire d'un droit réel ou sur lequel un de ses parents ou alliés jusqu'au second degré inclusivement est titulaire d'un droit réel.

§ 2. L'auditeur n'utilise pas la base de données à une autre fin que la réalisation de l'audit.

Dans le cadre de leurs missions d'auditeurs, les auditeurs ne font aucune proposition commerciale concernant l'approvisionnement en énergie du bâtiment ou les améliorations établies par l'audit.

Sans préjudice des contrôles visés aux articles 36 et suivants, les auditeurs ne communiquent aux tiers aucune information relative aux résultats de l'audit, sauf accord préalable du demandeur.

**Art. 31.** Les auditeurs communiquent à l'Administration toute modification relative aux informations reprises dans le formulaire visé à l'article 17 endéans les 30 jours.

#### CHAPITRE IV. — Des centres de formation agréés

##### Section 1. — De l'agrément des centres de formation

**Art. 32.** Pour être agréé, le centre de formation dispense et organise les formations et examens visés aux articles 22 et 24 ainsi que les sessions de formation continue ou complémentaire visées à l'article 28 en répondant aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> disposer des équipements techniques et informatiques nécessaires et de locaux adaptés au nombre de candidats auditeurs;

2<sup>o</sup> disposer du personnel enseignant répondant aux conditions suivantes :

a) être titulaire d'un agrément valable, depuis deux ans au moins, obtenu conformément au présent arrêté, avoir obtenu à l'examen visé à l'article 22 un résultat supérieur ou égal à seize sur vingt, ne pas avoir fait l'objet d'une sanction visée au chapitre 5 et avoir réalisé cinq audits durant les deux années qui précèdent la désignation comme formateur par le centre;

b) ne pas avoir fait l'objet d'une sanction visée à l'article 54 du décret PEB et avoir réalisé cinq certificats durant les deux années qui précèdent la désignation comme formateur par le centre.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est introduite par le représentant du centre au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration.

Le formulaire de demande d'agrément contient, au minimum, les informations suivantes :

1<sup>o</sup> l'identification du centre et les coordonnées de toute personne qui le représente, ainsi que leur signature;

2<sup>o</sup> l'identification des membres du personnel enseignant désignés par le centre et leurs signatures.

Les Ministres peuvent préciser la forme et le contenu du formulaire de demande d'agrément.

§ 2. Dans les dix jours qui suivent la réception du dossier de candidature d'agrément, l'Administration adresse au centre de formation candidat un accusé de réception.

L'accusé de réception indique :

1<sup>o</sup> la date à laquelle la demande a été reçue;

2<sup>o</sup> le délai dans lequel la décision intervient;

3<sup>o</sup> les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter.

Dans un délai de soixante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception, les Ministres notifient au centre de formation candidat leur décision.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, le centre de formation candidat en est informé dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 débute à partir de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

§ 3. L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne le numéro d'agrément.

L'agrément prend cours à la date de la signature de l'arrêté ministériel.

**Art. 34.** L'Administration publie sur son site Internet et tient à jour la liste des centres de formation agréés.

##### Section 2. — Des missions

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Les centres dispensent aux candidats auditeurs qui ont reçu la notification d'acceptation visée à l'article 17, § 2, la formation en vue de l'agrément, visée aux articles 22 et 24.

Ils dispensent également, aux auditeurs, la formation continue visée à l'article 28.

Ils utilisent les supports de formation visés aux articles 23 et 28.

Les Ministres peuvent préciser les modalités pratiques d'organisation des formations et examens visés aux articles 22 et 24 ainsi que de la formation continue visée à l'article 28.

Les modalités visées à l'alinéa 4 portent au minimum sur l'organisation harmonisée et la coordination entre les centres :

1<sup>o</sup> de la désignation des membres du personnel enseignant, conformément à l'article 32;

2<sup>o</sup> de l'accès aux formations et examens, pour les candidats auditeurs autorisés en vertu de l'article 17, et des informations à communiquer à ces candidats auditeurs quant à l'organisation de ces formations et examens;

3<sup>o</sup> de l'accès à la formation continue et des informations à communiquer aux auditeurs quant à l'organisation des sessions de formation continue;

4<sup>o</sup> du contenu pédagogique des supports de formation;

5<sup>o</sup> de l'évaluation visée à l'article 24;

6<sup>o</sup> de la procédure de transmission des résultats des évaluations par les centres.

§ 2. Les centres peuvent organiser d'initiative des sessions de formation continue ou complémentaire après approbation par l'Administration du programme, des supports et de la durée de la formation.

## CHAPITRE V. — Des contrôles, sanctions et recours

## Section 1. — Du contrôle des auditeurs

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration est habilitée à contrôler les audits.

§ 2. Dans le cadre du contrôle visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'Administration peut exiger de l'auditeur qu'il lui remette tous les documents ayant servi à la réalisation des rapports qu'il a l'obligation de conserver durant huit ans à dater de l'enregistrement desdits rapports.

Dans le cadre du contrôle visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'Administration peut exiger de l'auditeur qu'il lui remette tous les documents ayant servi à la réalisation du rapport de suivi qu'il a l'obligation de conserver durant cinq ans à dater de l'enregistrement de chaque rapport de suivi.

Le contrôle est effectué, soit sur la base de ces documents, soit sur la base des données constatées dans le logement concerné ou le logement en devenir concerné, soit sur la base des informations enregistrées dans la base de données visée à l'article 8, soit sur la base de toute information utile en possession de l'Administration.

**Art. 37.** Lorsque l'Administration constate qu'un audit présente des manquements, sans préjudice des possibilités de sanction, elle peut imposer à l'auteur de cet audit de le corriger.

L'Administration informe l'auditeur de l'erreur constatée, lui enjoint de la corriger dans un délai qu'elle détermine et qui ne peut pas excéder trois mois.

L'auditeur informe la personne qui lui a commandé l'audit de l'erreur et lui fournit la version corrigée.

## Section 2. — De la sanction des auditeurs

**Art. 38.** Lorsque qu'un auditeur manque à ses obligations, il peut être sanctionné par les Ministres.

Les manquements visés sont :

1° la mauvaise qualité des audits, établie, notamment :

a) par des manquements au niveau de la qualité et de la complétude des données relevées ou des résultats;

b) par des manquements au niveau de la qualité, de la faisabilité et de la cohérence des propositions d'améliorations reprises dans les recommandations;

2° le non-respect de la procédure, des règles d'utilisation du logiciel ou de la base de données;

3° le non-respect des obligations visées aux articles 8, 28 à 31 et 36, § 2;

4° le fait de ne pas rectifier ou compléter les audits contrôlés conformément à l'article 37 ou dont la mauvaise qualité est constatée.

**Art. 39.** Les sanctions possibles sont l'avertissement, la suspension et le retrait de l'agrément.

**Art. 40.** L'intention de sanctionner l'auditeur agréé lui est notifiée par l'Administration.

Cet envoi indique :

1° les manquements constatés;

2° la sanction éventuellement envisagée;

3° la date de l'audition où l'auditeur est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat;

4° la manière dont l'auditeur peut consulter le dossier complet relatif aux manquements qui lui sont reprochés.

Le procès-verbal de l'audition est notifié, par l'Administration, à l'auditeur agréé dans les vingt jours de l'audition.

La décision de sanctionner ou non l'auditeur agréé est prise par les Ministres et est notifiée à l'auditeur agréé dans un délai de soixante jours suivant l'audition.

La sanction est proportionnée à la gravité des manquements qui fondent la décision.

La décision de suspension ou de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

**Art. 41.** En cas de suspension ou de retrait d'agrément, l'auditeur avertit, dans les 30 jours, tous les demandeurs avec qui des contrats en vue de la réalisation d'un audit sont en cours d'exécution.

La suspension de l'auditeur dure tant que celui-ci n'a pas suivi et réussi une nouvelle formation visée aux articles 22 et 24.

## Section 3. — Du contrôle des centres de formation agréés

**Art. 42.** Lorsqu'un centre manque à ses obligations, il peut être sanctionné par les Ministres.

Les sanctions possibles sont la suspension et le retrait de l'agrément.

**Art. 43.** L'intention de sanctionner le centre de formation agréé lui est notifiée par l'Administration.

Cet envoi indique :

1° les manquements constatés;

2° la sanction éventuellement envisagée;

3° la date de l'audition où le représentant du centre de formation agréé est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat;

4° la manière dont le représentant du centre de formation agréé peut consulter le dossier complet relatif aux manquements qui sont reprochés au centre.

Le procès-verbal de l'audition est notifié, par l'Administration, au centre de formation agréé dans les vingt jours de l'audition.

La décision de sanctionner ou non le centre de formation agréé est prise par les Ministres et est notifiée au centre de formation agréé dans un délai de soixante jours suivant l'audition.

La sanction est proportionnée à la gravité des manquements qui fondent la décision.

La suspension dure tant que le centre sanctionné n'a pas démontré qu'il est en mesure de satisfaire aux exigences de l'article 32.

#### CHAPITRE VI. — *Protection des données*

**Art. 44.** L'Administration, les Ministres, l'auditeur ainsi que les centres de formation agréés sont, chacun pour ce qui le concerne, les responsables du traitement au sens du RGPD pour le traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires à la réalisation de l'audit ainsi qu'à l'octroi de l'agrément.

**Art. 45.** Les données obtenues par les responsables du traitement ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenues la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement visés à l'article 44 et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

**Art. 46.** L'Administration et les auditeurs prennent les mesures nécessaires selon les règles de l'art pour que toutes les données à caractère personnel résultant des documents collectés soient conservées ou échangées de manière sécurisée, tant physiquement que dans le domaine informatique, dans le cadre de l'application du présent arrêté.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 47.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'article 74, alinéa 3, les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement » sont remplacés par les mots « l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement ».

**Art. 48.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 21 décembre 2012 et 15 mai 2014, est abrogé à une date fixée par le Ministre de l'Énergie.

**Art. 49.** Disposent d'un agrément d'auditeur au sens du présent arrêté, les personnes agréées en tant qu'auditeur pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

**Art. 50.** Disposent d'un agrément de centre au sens du présent arrêté, les centres agréés en tant que centre de formation en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

**Art. 51.** Par dérogation à l'article 32, 2<sup>o</sup>, a), le personnel enseignant qualifié peut aussi être recruté parmi les personnes visées à l'article 49, n'ayant pas fait l'objet d'une sanction visée au chapitre V de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement ou au chapitre 5 du présent arrêté :

a) lorsqu'elles disposent, depuis deux ans au moins, d'un agrément obtenu sur la base de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement, en ayant obtenu à l'examen visé à l'article 13 du même arrêté, un résultat supérieur ou égal à seize sur vingt, ou,

b) parmi les auditeurs figurant dans la réserve constituée en application de l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

**Art. 52.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2019.

**Art. 53.** Le Ministre de l'Énergie et la Ministre du Logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202871]

#### 4. APRIL 2019 — **Erlass der Wallonischen Regierung über das Audit einer Wohnung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, Artikel 36bis, Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 2 und Artikel 46, § 2 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung;



Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 15. Juli 2013 zur Bestimmung der verschiedenen Kategorien von Energieaudits, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit erwähnt werden;

Aufgrund des am 3. Juli 2018 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Juli 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 3. Juli 2018;

Aufgrund des am 6. Februar 2019 abgegebenen Gutachtens Nr. 20/2019 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 4. Februar 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

In Erwägung der am 20. September 2018 abgegebenen Stellungnahmen der Ressorte "Energie" und "Wohnungswesen";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie und der Ministerin für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I. — Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass dient der teilweisen Umsetzung der Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° die Verwaltung: der öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie;

2° der PEB-Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

3° das Audit: das in mehreren obligatorischen oder fakultativen Modulen organisierte Audit, das an einer Wohnung oder einer zukünftigen Wohnung von einem Auditor vorgenommen wird, und deren Ergebnisse in Berichten, die von der Software erzeugt werden, erscheinen;

4° der Auditor: der Energieauditor, der gemäß den Anforderungen des vorliegenden Erlasses zugelassen ist;

5° die Datenbank: die mit der Software und den Verfahren verknüpfte Datenbank;

6° das Paket von Arbeiten: das Paket von Arbeiten besteht aus einer oder mehreren von dem Auditor zur Verbesserung der Wohnung oder der zukünftigen Wohnung vorgeschriebenen Arbeiten; jedes Paket bildet ein unteilbares Ganzes;

7° das Zentrum: das Ausbildungszentrum, das gemäß den Anforderungen des vorliegenden Erlasses zugelassen ist;

8° der Ausweis: der PEB-Ausweis einer Wohneinheit, der gemäß den Artikeln 31 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden erstellt wird;

9° das PEB-Dekret: das Dekret vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

10° die Hierarchie: die festgelegte Hierarchie zwischen den Paketen von Arbeiten;

11° die Wohnung: die bebaute Immobilie oder der Teil einer bebauten Immobilie, die bzw. der aufgrund ihrer /seiner Struktur dazu bestimmt ist, durch einen oder mehrere Haushalte bewohnt zu werden;

12° die zukünftige Wohnung: die bebaute Immobilie, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt ist, in der aber Arbeiten durchgeführt werden, um eine oder mehrere Wohnungen zu schaffen;

13° die Software: die mit dem Verfahren verknüpfte Software;

14° die Minister: die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und das Wohnungswesen gehören;

15° das Modul: der Teil des Audits, der die Beschreibung der Wohnung und der zukünftigen Wohnung oder deren Benutzung oder die dort durchgeführten Arbeiten deckt;

16° das Verfahren: das an einem Modul verknüpfte Verfahren, das die gesamten Anleitungen zur Analyse der betroffenen Wohnung und zukünftigen Wohnung anhand der Software und zur Bestimmung der diesen Wohnungen spezifischen Verbesserungen enthält;

17° der Bericht: die synthetische oder detaillierte Vorstellung der Ergebnisse der Module oder des Audits;

18° die DSGVO: die europäische Verordnung 2016/679 vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

#### KAPITEL II. — Audit

##### Abschnitt 1. — Audit

**Art. 3** - § 1. Jeder Inhaber dinglicher Rechte an einer Wohnung oder zukünftigen Wohnung oder Mieter einer solchen Wohnung kann die Durchführung eines Audits beantragen.

§ 2. Das Audit umfasst mindestens das Grundmodul im Sinne von Artikel 5 § 1.

§ 3. Das Audit kann die folgenden Module umfassen:

1° das Modul "Überwachung der Arbeiten" im Sinne von Artikel 5 § 3;

2° das Modul "Gesundheit und Komfort der Bewohner" nach Artikel 5 § 2.

Die Minister können die in Absatz 1 erwähnten Module obligatorisch machen und weitere Module bestimmen.

*Abschnitt 2. — Auditkategorien*

**Art. 4** - Die Minister können je nach den spezifischen Zweckbestimmungen der Wohnungen bzw. zukünftigen Wohnungen und je nachdem, ob die technischen Anlagen gemeinschaftlich oder individuell sind, verschiedene Kategorien von Audits bestimmen.

*Abschnitt 3. — Module*

**Art. 5.** § 1. Das Grundmodul erlaubt mindestens:

1° die bestehende Lage der Wohnung bzw. zukünftigen Wohnung zu beschreiben, indem ggf. die von dem Antragsteller beabsichtigten Projekte zur Abänderung des geschützten Volumens oder der Energiesektoren berücksichtigt werden;

2° in der Wohnung bzw. der zukünftigen Wohnung die Einhaltung der von den Ministern aufgrund von Artikel 6 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung bestimmten Mindestanforderungen hinsichtlich der Sicherheit, der Dichtheit und der Standsicherheit zu überprüfen und deren potentielle Verbesserungen zu bestimmen;

3° die Energieeffizienz der Wohnung oder der zukünftigen Wohnung zu analysieren, deren Verbesserungen zu bestimmen und die potentiellen Energiegewinne zu ermitteln;

4° den Vergleich der Ergebnisse der unter Ziffer 2 und 3 erwähnten Analysen zusammenfassen;

5° Pakete von durchzuführenden Arbeiten und deren Hierarchie je nach den unter Ziffer 2 und 3 genannten potentiellen Verbesserungen zu bestimmen.

In dem in Absatz 1 Ziffer 5 genannten Fall werden in der Hierarchie die technischen und im Bereich der Sicherheit, Dichtheit und Standsicherheit bestehenden Auflagen und die erwarteten Energiegewinne in Betracht gezogen. Die Minister können bestimmen, welche Hierarchisierungsgrundsätze der Auditor auf die Pakete von Arbeiten anwendet.

§ 2. Das Modul "Gesundheit und Komfort der Bewohner" erlaubt mindestens:

1° die Gesundheitskriterien, die Komfortaspekte in Verbindung mit der sommerlichen Überhitzung, der Lärmbelastung und der Belichtung der Räumlichkeiten zu analysieren und deren potentielle Verbesserungen zu bestimmen;

2° eine Liste der durchzuführenden Arbeiten aufzustellen, in Übereinstimmung mit den in § 1 Absatz 1 Ziffer 5° bestimmten Paketen von Arbeiten.

§ 3. Das Modul "Überwachung der Arbeiten" erlaubt mindestens:

1° die Einhaltung der in dem Grundmodul festgelegten Hierarchie der Paketen von Arbeiten zu überprüfen;

2° ggf. aus zwingenden Gründen, ausschließlich auf Antrag des Inhabers dinglichen Rechts oder des Mieters, der das Audit beantragt hat, die im Grundmodul festgelegte Hierarchie zu berichtigen;

3° die Merkmale der durchgeführten Arbeiten hinsichtlich derjenigen, die in den in Paragraph 1, Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten Paketen von Arbeiten bestimmt werden, billigen, und deren Energiegewinne zu ermitteln, wenn diese Arbeiten aufgrund von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3° durchgeführt werden;

4° die Merkmale der durchgeführten Arbeiten hinsichtlich derjenigen, die in den in Paragraph 1, Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten Paketen von Arbeiten bestimmt werden, verändern und danach billigen, und deren Energiegewinne zu ermitteln, wenn diese Arbeiten aufgrund von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3° durchgeführt werden;

5° den Vergleich der Ergebnisse der in Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2 und 3 erwähnten Analysen zusammenfassen.

§ 4. Die Minister können den Inhalt der Module ergänzen, insbesondere unter Berücksichtigung der Auditkategorien.

§ 5. Die in den Paragraphen 1 bis 3 erwähnten Module umfassen außerdem eine quantifizierte Bewertung der Kosten der Arbeiten, die die Berechnung der am Datum des Audits geltenden Prämien eingliedert.

Die Minister können, jeder in seinem Zuständigkeitsbereich, einen Marktbericht erstellen, der zur quantifizierten Bewertung der Arbeiten innerhalb der von einer quantifizierten Bewertung betroffenen Module dient.

*Abschnitt 4. — Verfahren und Software*

**Art. 6** - Die Minister können die auf jedes Modul anwendbaren Verfahren bestimmen.

**Art. 7** - Die Verwaltung stellt den Bewerbern als Auditor und den Auditoren die Software zur Verfügung. Die Bewerber haben einen Zugang zur Software, die auf das Berechnungssystem beschränkt ist.

*Abschnitt 5. — Daten und Datenbank*

**Art. 8** - Die in den verschiedenen Modulen gesammelten und verarbeiteten Daten werden in der Datenbank über die von der Verwaltung den Auditoren zur Verfügung gestellte Software vor der Herausgabe der Berichte gespeichert.

**Art. 9** - Die im Rahmen der Erarbeitung eines Audits gesammelten und verarbeiteten objektiven Daten können durch einen anderen Auditor benutzt werden, um ein bestehendes Audit zu ergänzen oder um ein neues Audit zu erstellen.

**Art. 10** - Der Minister für Energie kann die Hypothesen bestimmen, in denen die im Rahmen der Erarbeitung eines Ausweises gesammelten und verarbeiteten Daten zwecks der Erstellung eines Audits benutzt werden, sowie die Modalitäten für die Benutzung dieser Daten festlegen.

**Art. 11** - Die Verwaltung ist für die Verwaltung der Datenbank im Sinne der DSGVO verantwortlich.

**Art. 12** - Die zugelassenen Auditoren haben im Rahmen der Erstellung des Audits Zugang zur Datenbank über die Software.

Die Verwaltung hat Zugang zur Datenbank, um ihre Wartung, die Erteilung des Zugangs für die Auditoren und die Kontrolle der Auditoren und der Audits zu gewährleisten.

**Art. 13** - Die Datenbank enthält die in Artikel 15, § 2 enthaltenen Daten.

**Art. 14** - Im Rahmen der Durchführung eines Audits speichert der Auditor die Audit- und Überwachungsberichte mit der Software in der Datenbank. Eine elektronische Kopie des Berichts wird dem Auditor übermittelt.

*Abschnitt 6. — Berichte*

**Art. 15** - § 1. Die Minister oder deren Vertreter können die Muster der Berichte festlegen.

§ 2. Die Berichte enthalten mindestens die folgenden Informationen:

- 1° die Adresse der Wohnung oder der zukünftigen Wohnung;
- 2° ein Außenfoto von dem Gebäude, auf dem die betroffene Wohnung bzw. zukünftige Wohnung ggf. identifiziert wird;
- 3° die Version der verwendeten Software;
- 4° das Datum des Besuchs des Auditors, des Verfassens des Berichts und ggf. dessen Abänderung;
- 5° die Kategorie des Audits und seine Referenznummer;
- 6° die Identifizierung des Antragstellers;
- 7° die Identifizierung des Auditors, seine Zulassungsnummer und seine digitale Signatur oder handschriftliche Unterschrift;

§ 3. Der Bericht des Grundmoduls umfasst, zusätzlich zu dem, was in § 2 genannt ist, das Ergebnis des in Artikel 5 §§ 1 und 2 erwähnten Analysen, deren Synthese und die quantifizierten Bewertungen nach Artikel 5 § 5.

§ 4. Der Bericht über die Überwachung der Arbeiten umfasst, zusätzlich zu dem, was in § 2 genannt ist, das Ergebnis der Überprüfung, der eventuellen Abänderungen und der Synthese nach Artikel 5 § 3.

Er enthält ebenfalls das Ergebnis der quantifizierten Bewertungen nach Artikel 5 § 5.

Die Minister erstellen die Liste der zur Überprüfung der Arbeiten im Sinne von Artikel 5 § 3 Ziffer 1° notwendigen Unterlagen und Belege.

§ 5. Die Minister können den Inhalt der Berichte ergänzen, insbesondere unter Berücksichtigung der Auditkategorien.

Der Minister für Energie kann die Kategorien von Energieaudits bestimmen, für welche der Auditor zusätzlich zu den Berichten einen Ausweis erstellt und ihn dem Antragsteller unter Beachtung der in den Artikeln 30 ff. des PEB-Dekrets und in den Artikeln 31 ff. des PEB-Erlasses vorgeschriebenen Formen und Fristen übermittelt.

*KAPITEL III. — Auditoren*

*Abschnitt 1. — Zulassung*

**Art. 16** - § 1. Kann als Auditor zugelassen werden, jede natürliche Person, die folgende Bedingungen erfüllt:

- 1° ein Diplom als Architekt, Zivilingenieur, Industrieingenieur, Bioingenieur oder ein Master in Umweltwissenschaften und -management besitzen;
- 2° über eine gültige Zulassung als PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten nach den Artikeln 42 ff. des PEB-Dekrets und den Artikeln 57 ff. des PEB-Erlasses verfügen;
- 3° an der gesamten Ausbildung teilgenommen und die in Artikel 22 und 24 des vorliegenden Erlasses beschriebenen Prüfungen bestanden haben.
- 4° nicht vor weniger als drei Jahren vor Einreichung des Zulassungsantrags von einem Beschluss zum Zulassungsentzug gemäß Kapitel 5 des vorliegenden Erlasses betroffen worden sein.

§ 2. Diplome, die gemäß einer ausländischen Regelung erlangt worden sind, werden ebenfalls berücksichtigt, wenn sie aufgrund von internationalen Verträgen oder Abkommen oder in Anwendung des Verfahrens zur Gewährung der im Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 29. Juni 2016 zur Bestimmung der Bedingungen und des Verfahrens zur Gewährung der Gleichwertigkeit der im Ausland erteilten Titel, Diplome und Studienzeugnisse vorgesehenen Gleichwertigkeit einem der in der vorliegenden Liste erwähnten Diplome oder Zeugnisse gegenüber für gleichwertig erklärt worden sind.

§ 3. Es kann auch jede juristische Person zugelassen werden, zu deren Personal oder deren Mitarbeitern wenigstens ein zugelassener Auditor gehört.

§ 4. Die Verwaltung ist zur Erstellung des Berichts über die Überwachung der Arbeiten nach Artikel 15 §§ 2 und 4, ausschließlich für die in Artikel 5 § 3 Ziffer 1°, 3° und 5° genannten Fälle als Auditor zugelassen.

**Art. 17** - § 1. Der Zulassungsantrag als Auditor wird an die Verwaltung gerichtet. Die Verwaltung stellt ein Antragsformular mit mindestens den folgenden Informationen zur Verfügung:

- 1° Name, Vorname und Personalien der Person, die sich als Auditor bewirbt;
- 2° die Referenz der Zulassung als PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten;
- 3° im Falle einer natürlichen Person, die Kopie des Diploms des Bewerbers oder die in Artikel 16, § 2° erwähnte Gleichwertigkeit;
- 4° im Falle einer juristischen Person, die Unternehmensnummer;
- 5° im Falle einer juristischen Person, eine Kopie des Übereinkommens, das den Bewerber mit dem Inhaber der Zulassung verbindet, und die Zulassungsnummer.

§ 2. Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Empfang der Bewerbungsakte richtet die Verwaltung dem Bewerber eine Empfangsbestätigung mit folgendem Inhalt:

- 1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;
- 2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattfindet;
- 3° die Einspruchsmöglichkeiten und die dafür zuständigen Instanzen, sowie die zu beachtenden Formen und Fristen.

Innerhalb von einer Frist von vierzig Tagen nach dem Versand der Empfangsbestätigung stellt der Minister oder sein Beauftragter dem Bewerber seine Entscheidung zur Annahme oder Verweigerung der Bewerbung zu.

Ist die Akte unvollständig, so wird der Bewerber in Abweichung von Absatz 2 so schnell wie möglich informiert. In dem Notifizierungsschreiben wird angegeben, welche Dokumente fehlen, und darauf hingewiesen, dass die in Absatz 2 genannte Frist ab dem Eingang der gesamten fehlenden Dokumente zu laufen anfängt.

Durch die Zustellung der Annahme der Bewerbung wird dem Bewerber erlaubt, sich an den in den Artikeln 22 und 24 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen anzumelden. Die praktischen Modalitäten für die Veranstaltung dieser Ausbildungen und Prüfungen werden in dem Zustellungsschreiben erwähnt.

Absatz 4 findet keine Anwendung auf die juristische Person, die einen Zulassungsantrag einreicht und zu deren Personal oder deren Mitarbeitern wenigstens ein zugelassener Auditor gehört.

§ 3. Nach den in den Artikeln 22 und 24 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen und nach Empfang des in Artikel 26 erwähnten Berichts erteilen die Minister den Bewerbern als Auditor, die die in Artikel 24 erwähnten Prüfungen bestanden haben, die Zulassung.

In Abweichung von den Paragraphen 2 Absatz 4, und 3, erteilen die Minister der juristischen Person, zu deren Personal oder deren Mitarbeitern bei der Einreichung ihres Antrags wenigstens ein zugelassener Auditor gehört, die Zulassung.

**Art. 18** - § 1. In dem Beschluss zur Erteilung der Zulassung wird die Zulassungsnummer angegeben.

In dem Beschluss, durch welchen einer juristischen Person die Zulassung erteilt wird, wird angegeben, dass diese Person verpflichtet ist, die Verwaltung innerhalb von 30 Tagen zu informieren, wenn das sie mit dem Mitglied ihres Personals oder ihrem Mitarbeiter, das bzw. der ein zugelassener Auditor ist, bindende Übereinkommen aufhört.

§ 2. Der Beschluss zur Erteilung der Zulassung wird dem zugelassenen Bewerber innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang des in Artikel 26 erwähnten Berichts zugestellt.

In dem Zustellungsschreiben werden die Modalitäten für den Zugang zu den Hilfsmitteln angegeben, die in Anwendung von Artikel 8 zu benutzen sind.

In Abweichung von Absatz 1 wird der Beschluss, durch den die Zulassung erteilt wird, der zugelassenen juristischen Person innerhalb von sechzig Tagen nach dem Beschluss der Verwaltung, die Bewerbung der juristischen Person anzunehmen, zugestellt.

§ 3. Die Zulassung läuft ab dem Datum der Unterzeichnung des Beschlusses.

**Art. 19** - Der Auditor, der seine Tätigkeiten aufhören möchte, reicht einen Antrag auf freiwilligen Entzug der Zulassung bei der Verwaltung ein.

Die Verwaltung bestätigt dessen Empfang innerhalb von zehn Tagen nach dem Antrag.

Der Beschluss zum freiwilligen Entzug der Zulassung wird von den Ministern innerhalb der sechzig Tagen nach dem Datum der Empfangsbestätigung getroffen.

Der freiwillige Entzug der Zulassung läuft ab der Unterzeichnung des Beschlusses.

**Art. 20** - Außer wenn die juristische Person unter ihren Personalmitgliedern oder Mitarbeitern eine andere natürliche Person zählt, die ein zugelassener Auditor ist, hat das Aufhören des Übereinkommens, das die juristische Person, die Inhaber einer Zulassung ist, mit ihrem Personalmitglied oder Mitarbeiter, der zugelassener Auditor ist, bindet, von Rechts wegen den Verlust der Zulassung für die juristische Person zur Folge.

**Art. 21** - Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der zugelassenen Auditoren auf ihrer Webseite.

## *Abschnitt 2. — Ausbildung der Auditoren*

### *Unterabschnitt 1. — Ursprüngliche Ausbildung im Hinblick auf die Zulassung*

**Art. 22** - § 1. Die Ausbildungen und Prüfungen der Bewerber als Auditor werden durch in Artikel 32 ff. des vorliegenden Erlasses erwähnte zugelassene Ausbildungszentren organisiert.

§ 2. Der Bewerber, der nicht an der gesamten Ausbildung teilnimmt, hat keinen Zugang zu den Prüfungen und muss wieder an einer vollständigen Ausbildung teilnehmen.

In Abweichung von Absatz 1 kann eine Abwesenheit, die einen Tag nicht überschreiten darf, durch ein ärztliches Attest oder ein Dokument zur Bescheinigung der höheren Gewalt belegt werden.

**Art. 23** - Der Inhalt und die Hilfsmittel der Ausbildung werden von der Verwaltung den Zentren zur Verfügung gestellt und umfassen mindestens:

1° einen theoretischen Teil von mindestens einem Tag, der sich auf das Folgende bezieht:

- a) die Funktionsweise und die Anwendung des Verfahrens, der Software und der Datenbank;
- b) die Bedingungen und das Verfahren der Zulassung, die in den Artikeln 16 ff. erwähnt sind;
- c) die Aufgaben des Auditors, die in den Artikeln 29 ff. erwähnt sind;

d) den Inhalt des Grundmoduls und der Module "Gesundheit und Komfort der Bewohner", "Überwachung der Arbeiten", den Inhalt der Berichte, die Verwendung der Erläuterungsnotiz nach Artikel 5 und 15;

2° einen theoretischen und praktischen Teil von mindestens zwei Tagen über die Bewertung der Kriterien der Sicherheit-Dichtheit-Standsicherheit, der Kriterien der Energieeffizienz und der Kriterien der Gesundheit und des Komforts der Wohnung nach Artikel 5;

3° einen theoretischen und praktischen Teil von mindestens einem Tag, der sich auf die in Artikel 5 erwähnten Verbesserungen bezieht;

4° einen praktischen Teil von mindestens einem Tag mit praktischen Beispielen der vollständigen Dateneingabe der verschiedenen Module in der Software;

5° einen praktischen Teil von mindestens einem halben Tag mit der Vorstellung der Berichte und der Erläuterungsnotiz.

Die Dauer der gesamten Ausbildung darf sechs Tage nicht überschreiten.

**Art. 24** - Die Prüfung umfasst eine schriftliche Prüfung, gefolgt von einer mündlichen Prüfung; um die Prüfung zu bestehen, muss einen Note von mindestens 10.00/20 in jeder der schriftlichen und mündlichen Prüfung und eine globale Note von mindestens 12.00/20 erlangt werden.

Die schriftliche Prüfung wird in der Form von Fragen im Multiple-Choice-Verfahren organisiert und betrifft die in Artikel 23 erwähnten theoretischen und praktischen Aspekte.

Die mündliche Prüfung hat zum Zweck, die Kenntnis der anwendbaren Gesetzgebung, der Aufgaben des Auditors, der Software und des Verfahrens, der Berichte und der Erläuterungsnotiz zu prüfen.

Der Bewerber, der bei einer Prüfung nicht erscheint, muss an einer neuen vollständigen Ausbildung teilnehmen und sich den beiden Prüfungen unterziehen.

Der Bewerber, der eine Prüfung nicht besteht, nimmt an einer neuen vollständigen Ausbildung teil und legt die beiden Prüfungsteile ab.

In Abweichung von Absatz 4 kann eine Abwesenheit, die einen Tag nicht überschreiten darf, durch ein ärztliches Attest oder ein Dokument zur Bescheinigung der höheren Gewalt belegt werden. In diesem Fall muss sich der Bewerber der verpassten Prüfung in dem Zentrum, in dem er angemeldet ist, unterziehen.

Außer unter außergewöhnlichen, unvorhersehbaren Umständen, die von dem Willen des Bewerbers unabhängig sind und ordnungsgemäß begründet werden, darf die Anmeldung an einer neuen Ausbildung nicht mehr als zweimal wiederholt werden.

**Art. 25** - Das Zentrum teilt der Verwaltung mindestens fünfzehn Werktage vor dem Beginn der Kurse und Prüfungen die dafür vorgesehenen Daten mit.

Die Verwaltung kann den Ausbildungen und Prüfungen beiwohnen, um die Verbesserungen und Entwicklungen des Ablaufs oder der Hilfsmittel der Ausbildung oder der Prüfungen zu bestimmen.

Sie kann ebenfalls die Probleme in Verbindung mit der Qualität des von dem Ausbilder erteilten Unterrichts, den Unterrichtsmethoden und -praktiken des Ausbilders oder des Zentrums identifizieren.

Wenn sie den Ausbildungen und Prüfungen beiwohnt, darf die Verwaltung in dem Ablauf der Ausbildungen und Prüfungen nicht aktiv eingreifen.

**Art. 26** - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der mündlichen Prüfung händigt das Zentrum den Bewerbern, die die gesamte Ausbildung besucht und die Prüfung bestanden haben, eine Bescheinigung aus.

Innerhalb derselben Frist richtet das Zentrum an die Verwaltung einen Bericht, der die Anwesenheit bei den Ausbildungen und die Ergebnisse der mündlichen und schriftlichen Prüfungen jedes Bewerbers angibt.

Die Bescheinigungen und der Bericht werden von dem Verantwortlichen des Zentrums unterzeichnet.

**Art. 27** - Um die durch das Organisieren der Ausbildung und der Prüfungen verursachten Kosten zu decken, kann das Zentrum eine Einschreibgebühr bei den Bewerbern erheben.

Die Minister können den Höchstbetrag der Einschreibgebühr festlegen.

#### Unterabschnitt 2. — Fort- und Weiterbildungen

**Art. 28** - § 1. Die Auditoren sind verpflichtet, an den von den Ministern oder deren Beauftragten oder von den zugelassenen Zentren organisierten Fort- oder Weiterbildungslehrgängen teilzunehmen.

§ 2. Die Minister können die Form, den Mindestinhalt, die Dauer und die Häufigkeit der von dem Auditor besuchten Fort- und Weiterbildungen beschließen.

§ 3 - Die Fortbildungslehrgängen betreffen u.a. die Anpassungen des Verfahrens, der Software und der Erläuterungsnotiz infolge von technischen Entwicklungen und unter Berücksichtigung der sich aus den Ausweisen und Audits ergebenden Daten vorgenommenen Verbesserungen.

§ 4. Die Weiterbildungslehrgänge erlauben insbesondere, den Auditoren allgemeine Informationen über die verordnungsmäßigen Entwicklungen, über die Verwendung des Verfahrens und der Software sowie über die Verbindungen zwischen dem Audit und den in der Wallonischen Region organisierten Bezuschussungsmechanismen mitzuteilen.

#### Abschnitt 3. — Aufgaben der Auditoren

**Art. 29** - § 1. Der Auditor führt selber oder durch teilweise Vollmachterteilung alle Aufgaben durch, die zur Erstellung des Audits notwendig sind, insbesondere:

1° Besuch des Gebäudes, Sammlung und Verarbeitung der Daten und Eingabe in die Datenbank;

2° Bestimmung der in Artikel 5 erwähnten Verbesserungen.

§ 2. Im Rahmen der in Artikel 5 erwähnten Verbesserungen erkundigt sich der Auditor nach dem genauen Willen des Antragstellers, was die geplanten Abänderungen des geschützten Volumens oder der Energiesektoren betrifft.

§ 3. Die Berichte werden von dem Auditor in Anwesenheit des Antragstellers mithilfe einer von der Regierung zur Verfügung gestellten Erläuterungsnotiz erläutert und kommentiert.

Dieser Teil der Aufgabe darf nicht übertragen werden.

Wenn der Auditor eine juristische Person ist, wird dieser Teil der Aufgabe obligatorisch von einem Auditor, der Personalmitglied oder Mitarbeiter der juristischen Person ist, durchgeführt.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Bericht über die Überwachung der Arbeiten dem Antragsteller ohne weitere Erläuterung übermittelt werden, wenn die Arbeiten in Übereinstimmung mit den Empfehlungen des Audits durchgeführt worden sind.

§ 4. Die Speicherung der Daten nach Artikel 8 wird von dem Auditor innerhalb von dreißig Tagen ab der Besichtigung des Gebäudes, die zur Sammlung der Daten zwecks der Erstellung des Berichts des Grundmoduls notwendig ist, vorgenommen.

Die Übermittlung des Berichts des Grundmoduls an den Antragsteller sowie die Erläuterung und die Kommentare nach Paragraph 3 werden von dem Auditor innerhalb von dreißig Tagen ab der Speicherung der Daten nach Artikel 8 vorgenommen.

Die Speicherung der Daten nach Artikel 8 wird innerhalb von dreißig Tagen ab der Besichtigung des Gebäudes oder dem Empfang der Daten, die zwecks der Erstellung des Berichts über die Überwachung der Arbeiten notwendig sind, von dem Auditor vorgenommen.

Die Übermittlung des Berichts über die Überwachung der Arbeiten und ggf. die Erläuterung dieses Berichts werden innerhalb von dreißig Tagen ab der Speicherung der Daten nach Artikel 8 von dem Auditor vorgenommen.

§ 5. Wenn der Auditor einen Teil seiner Aufgabe anvertraut, haftet er persönlich für die ganze Aufgabe und unterzeichnet persönlich die Berichte.

§ 6. Der Auditor informiert die Verwaltung über die Speicherung der Berichte.

**Art. 30** - § 1. Die Auditoren üben ihr Amt in aller Unabhängigkeit aus.

Der Auditor kann das Audit einer Wohnung bzw. einer zukünftigen Wohnung, an der er Inhaber eines dinglichen Rechts oder einer seiner Verwandten oder Seitenverwandten bis zum zweiten Grad einschließlich Inhaber eines dinglichen Rechts ist, nicht erstellen.

§ 2. Der Auditor verwendet die Datenbank zu keinem anderen Zweck als zur Erstellung des Audits.

Im Rahmen ihrer Aufgaben als Auditoren machen die Auditoren kein gewerbliches Angebot bezüglich der Energieversorgung des Gebäudes oder der von dem Audit bestimmten Verbesserungen.

Unbeschadet von den in den Artikeln 36 ff. erwähnten Kontrollen übermitteln die Auditoren Drittpersonen außer mit der vorherigen Zustimmung des Antragstellers keine Information über die Ergebnisse des Audits.

**Art. 31** - Die Auditoren teilen der Verwaltung innerhalb von 30 Tagen jegliche Änderung der in dem Formular nach Artikel 17 stehenden Informationen mit.

#### KAPITEL IV. — *Zugelassene Ausbildungszentren*

##### Unterabschnitt 1. — Zulassung der Ausbildungszentren

**Art. 32** - Um zugelassen zu werden, muss das Ausbildungszentrum die in Artikel 22 und 24 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen sowie die in Artikel 28 erwähnten Fort- oder Weiterbildungslehrgänge erteilen und organisieren und die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° über die notwendigen technischen und EDV- Ausrüstungen und Räumlichkeiten, die der Anzahl Bewerber als Auditor angepasst sind, verfügen;

2° über Lehrpersonal, das den folgenden Bedingungen genügt, verfügen:

a) seit mindestens zwei Jahren Inhaber einer gültigen Zulassung, die gemäß dem vorliegenden Erlass erhalten wurde, bei der in Artikel 22 erwähnten Prüfung ein Ergebnis von mindestens 16.00/20 erreicht haben, nicht Gegenstand einer in Artikel 5 erwähnten Strafmaßnahme gewesen sein, und innerhalb der zwei Jahre vor der Benennung als Ausbilder durch das Zentrum fünf Audits erstellt haben;

b) nicht Gegenstand einer Strafmaßnahme im Sinne von Artikel 54 des PEB-Dekrets gewesen sein, und innerhalb der zwei Jahre vor der Benennung als Ausbilder durch das Zentrum fünf Audits erstellt haben.

**Art. 33** - § 1. Der Zulassungsantrag wird von dem Vertreter des Zentrums anhand des zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht.

Das Formular des Zulassungsantrags enthält mindestens folgende Informationen:

1° die Identifizierung des Zentrums und die Personalien jeglicher Person, die es vertritt, sowie ihre Unterschrift;

2° die Identifizierung der Lehrkräfte, die von dem Zentrum benannt werden, und deren Unterschrift.

Die Minister können die Form und den Inhalt des Formulars für den Zulassungsantrag bestimmen.

§ 2. Innerhalb von zehn Tagen nach dem Empfang der Bewerbungsakte für die Zulassung richtet die Verwaltung dem sich bewerbenden Ausbildungszentrum eine Empfangsbestätigung mit folgendem Inhalt:

Werden in der Empfangsbestätigung angegeben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattfindet;

3° die Einspruchsmöglichkeiten und die dafür zuständigen Instanzen, sowie die zu beachtenden Formen und Fristen.

Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Tag der Sendung der Empfangsbestätigung teilen die Minister dem Ausbildungszentrum ihre Entscheidung mit.

Ist die Akte unvollständig, so wird das Ausbildungszentrum in Abweichung von Absatz 3 so schnell wie möglich informiert. In dem Notifizierungsschreiben wird angegeben, welche Dokumente fehlen, und darauf hingewiesen, dass die in Absatz 3 genannte Frist ab dem Eingang der gesamten fehlenden Dokumente zu laufen anfängt.

§ 3. In dem ministeriellen Erlass zur Erteilung der Zulassung wird die Zulassungsnummer angegeben.

Die Zulassung läuft ab dem Datum der Unterzeichnung des ministeriellen Erlasses.

**Art. 34** - Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der zugelassenen Ausbildungszentren auf ihrer Webseite.

##### *Abschnitt 2. — Aufgaben*

**Art. 35** - § 1. Die Zentren bieten den Bewerbern als Auditor, die die in Artikel 17 § 2 erwähnte Zustellung ihrer Annahme erhalten haben, die in den Artikeln 22 und 24 erwähnte Ausbildung zwecks der Zulassung an.

Sie bieten den Auditoren ebenfalls die in Artikel 28 erwähnte Fortbildung an.

Sie verwenden die in Artikel 23 und 28 erwähnten Ausbildungshilfsmittel.

Die Minister können die praktischen Modalitäten für die Organisation der in Artikeln 22 und 24 genannten Ausbildungen und Prüfungen sowie der in Artikel 28 erwähnten Fortbildung bestimmen.

Die in Absatz 4 erwähnten Modalitäten betreffen mindestens die harmonisierte Organisation und die Koordinierung zwischen den Zentren:

1° der Benennung von Lehrkräften gemäß Artikel 32;°

2° des Zugangs zu den Ausbildungen und Prüfungen für die aufgrund von Artikel 17 zugelassenen Bewerber als Auditor, und der diesen Bewerbern zu übermittelnden Informationen bezüglich der Organisation dieser Ausbildungen und Prüfungen;

3° des Zugangs zu der Fortbildung und der den Auditoren zu übermittelnden Informationen bezüglich der Organisation der Lehrgänge der Fortbildung;

- 4° des pädagogischen Inhalts der Ausbildungshilfsmittel;
- 5 der in Artikel 24 erwähnten Bewertung;
- 6° des Verfahrens zur Mitteilung der Ergebnisse der Bewertungen durch die Zentren.

§ 2. Die Zentren können auf eigene Initiative Lehrgänge von Fort- oder Weiterbildung organisieren, nachdem die Verwaltung das Programm, die Hilfsmittel und die Dauer der Ausbildung genehmigt hat.

#### KAPITEL V. — Kontrollen, Strafmaßnahmen und Beschwerden

##### Abschnitt 1. — Kontrolle der Auditoren

**Art. 36** - § 1. Die Verwaltung ist zur Kontrolle der Audits befugt.

§ 2. Im Rahmen der in § 1 genannten Kontrolle kann die Verwaltung verlangen, dass der Auditor ihr alle Unterlagen übermittelt, die zur Erstellung der Berichte, die er acht Jahre lang ab deren Registrierung zu behalten hat, gedient haben.

Im Rahmen der in § 1 genannten Kontrolle kann die Verwaltung verlangen, dass der Auditor ihr alle Unterlagen übermittelt, die zur Erstellung des Überwachungsberichts, die er fünf Jahre lang ab der Registrierung jedes Überwachungsberichts zu behalten hat, gedient haben.

Die Überprüfung erfolgt entweder auf Basis dieser Dokumente, oder auf Basis der in der betroffenen Wohnung bzw. zukünftigen Wohnung festgestellten Daten, oder auf Basis der in den Datenbanken nach Artikel 8 eingetragenen Angaben, oder auf Basis aller nützlichen Informationen im Besitz des Kontrolleurs.

**Art. 37** - Wenn die Verwaltung feststellt, dass ein Audit Mängel aufweist, kann sie unbeschadet der Möglichkeiten von Strafmaßnahmen dem Verfasser dieses Audits die Berichtigung dieses Audits auferlegen.

Die Verwaltung informiert den Auditor über den festgestellten Irrtum, ordnet ihm an, ihn innerhalb einer von ihr festgelegten Frist, die drei Monate nicht überschreiten darf, zu berichtigen.

Der zugelassene Auditor informiert die Person, die das Audit bei ihm bestellt hat, über den Fehler und liefert ihm die korrigierte Fassung.

##### Abschnitt 2. — Strafmaßnahme für die Auditoren

**Art. 38** - Wenn ein Auditor gegen seine Verpflichtungen verstößt, kann er von den Ministern bestraft werden.

Die betreffenden Verstöße sind:

1° die mangelnde Qualität der Audits, die insbesondere durch das Folgende festgestellt wird:

a) infolge von Unzulänglichkeiten hinsichtlich der Qualität oder Vollständigkeit der erfassten Daten oder der Ergebnisse;

b) infolge von Unzulänglichkeiten hinsichtlich der Qualität, der Durchführbarkeit und der Kohärenz der in den Empfehlungen aufgeführten Verbesserungsvorschläge;

2° die Nichteinhaltung des Verfahrens, der Benutzungsregeln der Software oder der Datenbank;

3° die Nichteinhaltung der in den Artikeln 8, 28 bis 31 und 36, § 2 erwähnten Verpflichtungen;

4° die Tatsache, dass die gemäß Artikel 37 kontrollierten Audits, deren mangelnde Qualität festgestellt wurde, nicht verbessert oder ergänzt werden.

**Art. 39** - Die möglichen Strafmaßnahmen sind die Mahnung, die Aussetzung und der Entzug der Zulassung.

**Art. 40** - Die Absicht, gegen einen zugelassenen Auditor eine Strafmaßnahme zu ergreifen, wird diesem von der Verwaltung mitgeteilt.

Dabei werden in ihrem Schreiben

1° die festgestellten Pflichtverletzungen;

2° ggf. die erwogene Strafmaßnahme,

3° der Zeitpunkt der Anhörung, anlässlich deren der Auditor, ggf. zusammen mit seinem Verteidiger, die Gelegenheit haben wird, seine Einsprüche geltend zu machen,.

4° die Art und Weise, wie der Auditor Einsicht in die vollständige Akte über die ihm vorgeworfenen Mängel nehmen kann,

angegeben.

Das Protokoll der Anhörung wird dem zugelassenen Auditor innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung durch die Verwaltung zugestellt.

Der Beschluss, Strafmaßnahmen gegen den zugelassenen Auditor zu ergreifen oder nicht, wird von den Ministern getroffen und innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach der Anhörung dem zugelassenen Auditor zugestellt.

Die Strafmaßnahme wird nach Maßgabe der Schwere der Verstöße ergriffen, die dem Beschluss zugrundeliegen.

Der Beschluss über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

**Art. 41** - Im Falle einer Mahnung oder eines Entzugs der Zulassung informiert der Auditor innerhalb von 30 Tagen alle Antragsteller, mit denen Verträge zwecks der Erstellung eines Audits laufen.

Die Aussetzung des Auditors dauert solange dieser an den in Artikel 22 und 24 erwähnten Ausbildungen nicht teilgenommen und bestanden hat.

##### Abschnitt 3. — Kontrolle der zugelassenen Ausbildungszentren

**Art. 42** - Wenn ein Zentrum gegen seine Verpflichtungen verstößt, kann es von den Ministern bestraft werden.

Die möglichen Strafmaßnahmen sind die Mahnung und der Entzug der Zulassung.

**Art. 43** - Die Absicht, gegen ein zugelassenes Ausbildungszentrum eine Strafmaßnahme zu ergreifen, wird diesem von der Verwaltung mitgeteilt.

Dabei werden in ihrem Schreiben

1° die festgestellten Pflichtverletzungen;

2° ggf. die erwogene Strafmaßnahme,

3° der Zeitpunkt der Anhörung, anlässlich deren der Vertreter des zugelassenen Ausbildungszentrums, ggf. zusammen mit seinem Verteidiger, die Gelegenheit haben wird, seine Einsprüche geltend zu machen,

4° die Art und Weise, wie der Vertreter des zugelassenen Ausbildungszentrums die vollständigen Unterlagen bezüglich der dem Zentrum vorgeworfenen Verstöße einsehen kann, angegeben.

Das Protokoll der Anhörung wird dem zugelassenen Ausbildungszentrum innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung durch die Verwaltung zugestellt.

Der Beschluss, Strafmaßnahmen gegen das zugelassene Ausbildungszentrum zu ergreifen oder nicht, wird von den Ministern getroffen und innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach der Anhörung dem zugelassenen Ausbildungszentrum zugestellt.

Die Strafmaßnahme wird nach Maßgabe der Schwere der Verstöße ergriffen, die dem Beschluss zugrundeliegen.

Das Ausbildungszentrum bleibt suspendiert, solange es keinen Nachweis erbracht hat, dass es in der Lage ist, den Anforderungen nach Artikel 32 zu genügen.

#### KAPITEL VI. — *Datenschutz*

**Art. 44** - Die Verwaltung, die Minister, der Auditor sowie die zugelassenen Ausbildungszentren sind, jeder in seinem/ihrer Zuständigkeitsbereich, verantwortlich für die Verarbeitung im Sinne der DSGVO der personenbezogenen Daten, die zur Erstellung des Audits sowie zur Erteilung der Zulassung notwendig sind.

**Art. 45** - Die von den Verantwortlichen der Verarbeitung erlangten Daten werden nicht länger gespeichert, als es für die Zwecke ihrer Verarbeitung nötig ist, mit einer höchsten Speicherfrist, die den 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen alle in der Zuständigkeit der Verantwortlichen der Verarbeitung nach Artikel 44 fallenden Aktionen verjähren, und ggf. die damit verbundenen Verfahren und administrativen bzw. gerichtlichen Beschwerden endgültig aufhören, nicht überschreiten darf.

**Art. 46** - Die Verwaltung und die Auditoren ergreifen die notwendigen fachgerechten Maßnahmen, damit alle personenbezogenen Daten, die sich aus den gesammelten Dokumenten ergeben, sowohl physisch als auch im EDV-Bereich, im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses auf sichere Weise gespeichert oder ausgetauscht werden.

#### KAPITEL VII. — *Schlussbestimmungen*

**Art. 47** - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 74, Absatz 3 werden die Wörter "Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung" durch die Wörter "Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung" ersetzt.

**Art. 48** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2012 und vom 15. Mai 2014, wird an einem von dem Minister für Energie festgesetzten Datum aufgehoben.

**Art. 49** - Verfügen über eine Zulassung als Auditor im Sinne des vorliegenden Erlasses die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung als Auditor für die Erstellung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens zugelassenen Personen.

**Art. 50** - Verfügen über eine Zulassung als Zentrum im Sinne des vorliegenden Erlasses die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung als Ausbildungszentren zugelassenen Zentren.

**Art. 51** - In Abweichung von Artikel 32 Ziffer 2° Buchstabe a) kann das Lehrpersonal ebenfalls unter den in Artikel 49 genannten Personen, die nicht Gegenstand einer Strafmaßnahme im Sinne von Kapitel V des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung oder von Kapitel 5 des vorliegenden Erlasses gewesen sind, angeworben werden:

a) wenn sie seit mindestens zwei Jahren über eine Zulassung verfügen, die sie aufgrund von Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung erhalten haben, dadurch, dass sie bei der in Artikel 13 desselben Erlasses erwähnten Prüfung ein Ergebnis von mindestens 16/20 erreicht haben, oder

b) unter den Auditoren, die in der in Anwendung von Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung gebildeten Reserve aufgenommen sind.

**Art. 52** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2019 in Kraft.

**Art. 53** - Der Minister für Energie und die Ministerin für Wohnungswesen werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen  
J.-L. CRUCKE

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen  
V. DE BUE



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202871]

**4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de audit van een woning**

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 36*bis*, eerste lid;

Gelet op het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikel 2 en artikel 46, § 2, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

Gelet het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van de woningen;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot bepaling van de verschillende categorieën energie-audit bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2018;

Gelet op het rapport van 3 juli 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 20/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 februari 2019;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 4 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het advies van de beleidsgroepen "Energie" en "Huisvesting", gegeven op 20 september 2018;

Op de voordracht van de Minister van Energie en van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1<sup>o</sup> de Administratie : de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

2<sup>o</sup> het EPB-besluit : het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

3<sup>o</sup> audit : de audit, georganiseerd in verschillende verplichte of facultatieve modules, die door een auditeur wordt uitgevoerd op een woning of een woning in wording, en waarvan de resultaten worden weergegeven in de rapporten die door de software worden gegenereerd;

4<sup>o</sup> auditeur : de auditeur die overeenkomstig de eisen van dit besluit erkend is;

5<sup>o</sup> databank : de databank gebonden aan de software en de procedures ;

6<sup>o</sup> werkenpakket : het werkenpakket dat bestaat uit een of meerdere werken die door de auditeur voorgeschreven worden om de woning of de woning in wording te verbeteren; elk pakket vormt een ondeelbaar geheel;

7<sup>o</sup> centrum: het opleidingscentrum dat overeenkomstig de eisen van dit besluit erkend is;

8<sup>o</sup> certificaat : het EPB-certificaat van een residentiële eenheid opgesteld overeenkomstig de artikelen 31 en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

9<sup>o</sup> het EPB-decreet : het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

10<sup>o</sup> hiërarchie : de hiërarchie die tussen de werkenpakketten is vastgesteld;

11<sup>o</sup> woning : het bebouwd onroerend goed of een gedeelte ervan dat structureel bestemd is voor de huisvesting van een of meerdere gezinnen;

12<sup>o</sup> woning in wording : het bebouwd onroerend goed dat aanvankelijk niet voor bewoning bestemd was, maar waarin werken worden uitgevoerd om een of meerdere woningen te bouwen;

13<sup>o</sup> software : de software i.v.m. de procedure;

14<sup>o</sup> Ministers : de Ministers van Energie en Huisvesting;

15<sup>o</sup> module : het deel van de audit dat de beschrijving van de woning en van de woning in wording of van hun gebruik of de werken die daar worden uitgevoerd, dekt;

16<sup>o</sup> procedure : de procedure i.v.m. een module die alle instructies bevat voor het onderzoeken, met behulp van de software, van de betrokken woning en de woning in wording en voor het vaststellen van de specifieke verbeteringen aan deze woningen;

17° rapport : de synthetische of gedetailleerde voorstelling van de resultaten van de modules of de audit;

18° AVG : de Europese Verordening 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

## HOOFDSTUK II. — *Audit*

### *Afdeling 1. — Audit*

**Art. 3.** § 1. Iedere houder van een zakelijk recht of huurder van een woning of van een woning in worden kan om de uitvoering van een audit verzoeken.

§ 2. De audit omvat minstens de in artikel 5, § 1, bedoelde basismodule.

§ 3. De audit kan de volgende modules omvatten :

1° de in artikel 5, § 3, bedoelde module "opvolging van de werken";

2° de in artikel 5, § 2, bedoelde module "gezondheid en comfort van de inwoners".

De Ministers kunnen de in het eerste lid bedoelde modules verplicht stellen en andere aanvullende modules vaststellen.

### *Afdeling 2. — Categorieën van audits*

**Art. 4.** De Ministers kunnen verschillende categorieën van audits bepalen naar gelang van de specifieke bestemmingen van de woningen of woningen in wording en rekening houdende met de gemeenschappelijke of individuele aard van de technische installaties.

### *Afdeling 3. — Modules*

**Art. 5.** § 1. De basismodule maakt het minstens mogelijk om :

1° de bestaande situatie van de woning of van de woning in wording te beschrijven rekening houdend met, in voorkomend geval, de door de aanvrager voorgestelde projecten tot wijziging van de beschermde volume of van de energiesectoren;

2° in de woning of de woning in wording na te gaan of de minimumeisen inzake veiligheid, waterdichtheid en stabiliteit die door de Ministers zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 6, § 4, van het besluit van de Waalse regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van de woningen, in acht worden genomen en om de mogelijke verbeteringen vast te stellen;

3° de energieprestatie van de woning of van de woning in wording te analyseren, de verbeteringen ervan vast te stellen en de potentiële energiewinsten te kwantificeren;

4° een samenvatting van de vergelijking van de resultaten van de in de punten 2 en 3 bedoelde analyses op te maken;

5° de uit te voeren werkenpakketten en de hiërarchie daarvan volgens de in 2° en 3° vastgestelde mogelijke verbeteringen vast te stellen.

In het geval vermeld in het eerste lid, 5°, houdt de hiërarchie rekening met de technische, veiligheids-, waterdichtheid- en stabiliteitsbeperkingen en met de verwachte energiewinsten. De Ministers kunnen de hiërarchiseringsprincipes bepalen die de auditeur op de werkenpakketten toepast.

§ 2. De module "gezondheid en comfort van de inwoners" maakt het minstens mogelijk om :

1° gezondheidscriteria, comfortaspecten in verband met oververhitting in de zomer, geluidshinder en verlichting van de ruimte te analyseren en de mogelijke verbeteringen ervan vast te stellen;

2° een lijst op te stellen van de werken die moeten worden uitgevoerd in overeenstemming met de in § 1, lid 1, 5°, vastgestelde werkenpakketten.

§ 3. De module "opvolging van de werken" maakt het minstens mogelijk o :

1° na te gaan of de hiërarchie van de werkenpakketten die in de basismodule is vastgesteld, wordt nageleefd;

2° de hiërarchie die in de basismodule is vastgelegd, alleen op verzoek van de houder van het zakelijk recht of van de huurder die om de audit heeft verzocht, in voorkomend geval en om dwingende redenen, te corrigeren;

3° de kenmerken van de uitgevoerde werken te valideren ten opzichte van degen die zijn vastgesteld in de in § 1, eerste lid, 5°, bedoelde werkenpakketten en de energiewinsten ervan te kwantificeren wanneer deze werken krachtens § 1, eerste lid, 3°, worden uitgevoerd;

4° de kenmerken van de uitgevoerde werken te wijzigen en ze dan te valideren ten opzichte van degene die zijn vastgesteld in de in § 1, eerste lid, 5°, bedoelde werkenpakketten en de energiewinsten ervan te kwantificeren wanneer deze werken krachtens § 1, eerste lid, 3°, worden uitgevoerd;

5° een samenvatting van de vergelijking van de resultaten van de in § 1, eerste lid, 2° en 3°, bedoelde analyses op te maken.

§ 4. De Ministers kunnen de inhoud van de modules, rekening houdend met name met de auditcategorieën, aanvullen.

§ 5. De in de §§ 1 tot 3 bedoelde modules omvatten bovendien een becijferde evaluatie van de kosten van de werken, met inbegrip van de berekening van de op de datum van de audit geldende premies.

De Ministers kunnen, elk wat hem betreft, een marktbericht vaststellen dat voor de becijferde evaluatie van de werken binnen de modules betrokken bij een becijferde evaluatie dient.

*Afdeling 4. — Procedures en software*

**Art. 6.** De Ministers kunnen de procedures die op elke van de modules toepasselijk zijn, vaststellen.

**Art. 7.** De Administratie stelt de software ter beschikking van de kandidaat-auditeurs en van de auditeurs. De kandidaat-auditeurs hebben een toegang tot de software die beperkt is tot het berekeningssysteem.

*Afdeling 5. — Gegevens en databank*

**Art. 8.** Vóór de uitgave van de rapporten worden de in de verschillende modules verzamelde en verwerkte gegevens in de databank geregistreerd via de software die door de Administratie ter beschikking wordt gesteld van de auditeurs.

**Art. 9.** De in het kader van de uitvoering van een audit verzamelde en verwerkte objectieve gegevens kunnen hergebruikt worden door een andere auditeur om een bestaande audit aan te vullen of om een nieuwe audit uit te voeren.

**Art. 10.** De Minister van Energie kan de hypothesen bepalen waarin de gegevens die in het kader van het opstellen van een certificaat worden verzameld en verwerkt, worden gebruikt voor de uitvoering van de audit, alsook de modaliteiten voor het gebruik van deze gegevens.

**Art. 11.** De Administratie is verantwoordelijk voor het beheer van de databank in de zin van de AVG.

**Art. 12.** In het kader van de uitvoering van de audit hebben de erkende auditeurs toegang tot de databank via de software.

De Administratie heeft toegang tot de databank om het onderhoud ervan, de toekenning van toegangen aan de auditeurs en de controle van de auditeurs en de audits te verzekeren.

**Art. 13.** De databank bevat de in artikel 15, § 2, bedoelde gegevens.

**Art. 14.** In het kader van de uitvoering van een audit registreert de auditeur de audit- en opvolgingsrapporten via de software in de databank. Een elektronisch afschrift van het rapport wordt aan de auditeur overgemaakt.

*Afdeling 6. — Rapporten*

**Art. 15.** § 1. De Ministers of hun afgevaardigden kunnen de modellen van de rapporten vaststellen.

§ 2. De rapporten bevatten minstens de volgende informatie :

1° het adres van de woning of van de woning in wording;

2° een foto van de buitenkant van het gebouw waarop desgevallend de betrokken woning of woning in wording geïdentificeerd wordt;

3° de versie van de gebruikte software;

4° de datum van het bezoek van de auditeur, de datum van opstelling van het auditrapport en, desgevallend, de datum van wijziging;

5° de auditcategorie en het referentienummer ervan;

6° de identificatie van de aanvrager;

7° de identificatie van de auditeur, zijn erkenningsnummer en zijn handgeschreven of digitale handtekening.

§ 3. Het rapport van de basismodule bevat, naast wat in § 2 vermeld wordt, het resultaat van de in artikel 5, §§ 1 en 2 bedoelde analyses, de samenvatting daarvan en de becijferde evaluaties bedoeld in artikel 5, § 5.

§ 4. Het rapport over de opvolging van de werken bevat, naast wat in § 2 vermeld wordt, het resultaat van de verificatie van de eventuele wijzigingen en van de synthese bedoeld in artikel 5, § 3.

Het bevat ook het resultaat van de in artikel 5, § 5, bedoelde becijferde evaluaties.

De Ministers stellen de lijst van de stukken en bewijzen die nodig zijn voor de in artikel 5, § 3, 1°, bedoelde verificatie van de werken.

§ 5. De Ministers kunnen de inhoud van de rapporten, rekening houdend met name van de auditcategorieën, aanvullen.

De Minister van Energie kan de auditcategorieën bepalen waarvoor de auditeur naast de rapporten een certificaat opstelt, dat hij aan de aanvrager meedeelt in de vormen en binnen de termijnen voorgeschreven in de artikelen 30 en volgende van het EPB-decreet en de artikelen 31 en volgende van het EPB-besluit.

*HOOFDSTUK III. — Auditeurs**Afdeling 1. — Erkenning*

**Art. 16.** § 1. A Iedere persoon die aan de volgende voorwaarden voldoet, kan als auditeur kan erkend worden:

1° houder zijn van een diploma architect, burgerlijk ingenieur, industrieel ingenieur, bio-ingenieur of een master in de wetenschappen en milieubeheer;

2° beschikken over een geldige erkenning als EPB-certificeerder voor een residentiële eenheid bedoeld in de artikelen 42 en volgende van het EPB-decreet en in de artikelen 57 en volgende van het EPB-besluit;

3° het geheel van de opleiding gevolgd hebben en geslaagd zijn voor de proeven omschreven in de artikelen 22 en 24 van dit besluit;

4° niet minder dan drie jaar vóór de indiening van de erkenningsaanvraag het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot intrekking van de erkenning als bedoeld in hoofdstuk 5 van dit besluit.

§ 2. Worden ook toegelaten, de diploma's die zijn behaald in het kader van een buitenlandse regeling en die op grond van verdragen of internationale overeenkomsten of overeenkomstig de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid als bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2016 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse attesten, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs, als gelijkwaardig met een van de in § 1, punt 1, bedoelde diploma's worden verklaard.

§ 3. Iedere rechtspersoon die onder zijn personeel of zijn medewerkers minstens één erkende auditeur heeft, kan ook erkend worden.

§ 4. De Administratie wordt als auditeur erkend voor de opmaking van het in artikel 15, §§ 2 en 4, bedoelde rapport over de opvolging van de werken en slechts voor de gevallen bedoeld in artikel 5, § 3, 1°, 3° en 5°.

**Art. 17.** § 1. De erkenningsaanvraag als auditeur wordt aan de Administratie gericht. De Administratie stelt een aanvraagformulier ter beschikking, dat minstens de volgende gegevens vermeldt:

- 1° de naam, voornaam en personalia van de kandidaat-auditeur;
- 2° de referentie van de erkenning als EPB-certificeerder voor een residentiële eenheid;
- 3° als het om een natuurlijke persoon gaat, het afschrift van het diploma van de kandidaat-auditeur of de in artikel 16, § 2, bedoelde gelijkwaardigheid;
- 4 als het om een rechtspersoon gaat, het bedrijfsnummer;
- 5° als het om een rechtspersoon gaat, een afschrift van de overeenkomst die de kandidaat-auditeur verbindt aan de houder van de erkenning en het nummer van de erkenning.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van het kandidatuurdoossier richt de Administratie een bericht van ontvangst aan de kandidaat-auditeur dat de volgende informatie vermeldt:

- 1° de datum waarop de aanvraag in ontvangst is genomen;
- 2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden;
- 3° de beroepsmiddelen en de bevoegde instanties almede de in acht te nemen vormen en termijnen.

Binnen een termijn van veertig dagen, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst, geeft de Administratie de kandidaat-auditeur kennis van haar beslissing waarbij ze de kandidatuur al dan niet aanneemt.

Als het dossier onvolledig is en in afwijking van het tweede lid wordt de kandidaat-auditeur zo spoedig mogelijk daarover ingelicht. Deze kennisgeving vermeldt de ontbrekende stukken en verduidelijkt dat de in het tweede lid bedoelde termijn bij de ontvangst van het geheel van de ontbrekende stukken begint te lopen.

Na kennisgeving van de aanvaarding van de kandidatuur mag de kandidaat-auditeur zich inschrijven voor de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 22 en 24. De kennisgeving vermeldt de praktische modaliteiten voor de organisatie van die opleidingen en examens.

Het vierde lid is niet van toepassing op de rechtspersoon die een erkenningsaanvraag indient en die minstens één erkende auditeur onder zijn personeel of medewerkers heeft.

§ 3. Aan het einde van de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 22 en 24 en na ontvangst van het in artikel 26 bedoelde rapport erkennen de Ministers de kandidaat-auditeurs die voor de in artikel 24 bedoelde proeven zijn geslaagd.

§ 4. In afwijking van de § 2, vierde lid, en § 3, erkennen de Ministers de rechtspersoon die bij de indiening van zijn aanvraag minstens één erkende auditeur onder zijn personeel of medewerkers heeft.

**Art. 18.** § 1. De beslissing tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

De beslissing tot toekenning van de erkenning aan een rechtspersoon vermeldt de verplichting voor laatstgenoemde om de Administratie binnen 30 dagen in kennis te stellen van de beëindiging van de overeenkomst tussen deze rechtspersoon en zijn personeelslid of medewerker die een erkende auditeur is.

§ 2. De beslissing tot toekenning van de erkenning wordt aan de erkende kandidaat-auditeur meegedeeld binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van het in artikel 26 bedoelde rapport.

De modaliteiten betreffende de toegang tot de overeenkomstig artikel 8 aan te wenden hulpmiddelen worden nader bepaald in de kennisgeving.

In afwijking van het eerste lid wordt de beslissing tot toekenning van de erkenning aan de erkende rechtspersoon meegedeeld binnen een termijn van zestig dagen na de beslissing van de Administratie waarbij ze de kandidatuur van de rechtspersoon al dan niet aanneemt.

§ 3. De erkenning begint te lopen op de datum van de ondertekening van de beslissing.

**Art. 19.** De auditeur die zijn activiteiten wenst te staken, dient een verzoek tot intrekking van de erkenning op vrijwillige basis bij de Administratie in.

De Administratie bericht ontvangst daarvan binnen tien dagen na de aanvraag.

De beslissing tot intrekking van de erkenning op vrijwillige basis wordt door de Ministers genomen binnen zestig dagen na de datum van het ontvangstbewijs.

De intrekking van de erkenning op vrijwillige basis begint te lopen vanaf de ondertekening van de beslissing.

**Art. 20.** Tenzij kan worden aangetoond dat de rechtspersoon onder zijn personeel of medewerkers een andere natuurlijke persoon heeft die erkend is als auditeur, leidt de beëindiging van de overeenkomst tussen de rechtspersoon die houder is van een erkenning en zijn personeelslid of medewerker die een erkende auditeur is, van rechtswege tot het verlies van de erkenning voor de rechtspersoon.

**Art. 21.** De Administratie maakt de lijst van de erkende auditoren bekend op haar website en werkt ze bij.

#### *Afdeling 2. — Opleiding van de auditoren*

##### Onderafdeling 1. — Oorspronkelijke opleiding met het oog op de erkenning

**Art. 22.** § 1. De opleidingen en de examens van de kandidaat-auditoren worden georganiseerd door de erkende opleidingscentra bedoeld in de artikelen 32 en volgende van dit besluit.

§ 2. De kandidaat-auditeur die niet het geheel van de opleiding volgt, mag niet deelnemen aan de proeven van het examen en volgt een nieuwe volledige opleiding.

In afwijking van het eerste lid kan een afwezigheid die niet langer dan één dag mag duren, gerechtvaardigd worden aan de hand van een medisch attest of een bewijsstuk waaruit blijkt dat ze aan overmacht te wijten is.

**Art. 23.** De inhoud en de opleidingsdragers worden door de Administratie ter beschikking gesteld van de centra en omvat minstens :

1° een module theorie van minimum één dag betreffende:

a) de werking en de toepassing van de procedure, de software en de databank;

b) de erkenningsvoorwaarden en -procedure bedoeld in de artikelen 16 en volgende;

c) de opdrachten van de auditeur bedoeld in de artikelen 29 en volgende;

d) de inhoud van de basismodule en van de modules "gezondheid en comfort van de inwoners", "opvolging van de werken", de inhoud van de rapporten en het gebruik van de uitlegbrochure, bedoeld in de artikelen 5 en 15;

2° een module theorie en praktijk van minimum twee dagen betreffende de evaluatie van de criteria inzake veiligheid-waterdichtheid-stabiliteit, de criteria energieprestatie en de criteria inzake gezondheid en comfort van de woning die in artikel 5 bedoeld zijn;

3° een module theorie en praktijk van minimum één dag betreffende de verbeteringen bedoeld in artikel 5;

4° een module praktijk van minimum een dag, dat minstens praktische voorbeelden geeft van het uitvoerig coderen van de verschillende modules in de software;

5° een module praktijk van minimum een halve dag, dat de voorstelling van de rapporten en van de uitlegbrochure omvat.

De gezamenlijke opleiding mag niet meer dan zes dagen in beslag nemen.

**Art. 24.** Het examen bestaat uit een schriftelijke en uit een mondelinge proef. Er wordt voor het examen geslaagd indien minstens 10/20 in elke van de schriftelijke en mondelinge proeven en minstens 12/20 in totaal wordt behaald.

De schriftelijke proef wordt georganiseerd op basis van een multiplechoice-vragenlijst en betreft de theoretische en praktische aspecten bedoeld in artikel 23.

De mondelinge proef slaat op de kennis van de toe te passen regelgeving, de opdrachten van de auditeur, de software en de procedure, het auditrapport en de uitlegbrochure.

De kandidaat-auditeur die niet opdaagt voor een proef moet een volledige nieuwe opleiding volgen en beide proeven afleggen.

De kandidaat-auditeur die niet slaagt voor een proef moet een volledige nieuwe opleiding volgen en beide proeven afleggen.

In afwijking van het vierde lid, kan een afwezigheid, die niet langer dan één dag mag duren, gerechtvaardigd worden aan de hand van een medisch certificaat of een bewijsstuk waaruit blijkt dat ze aan overmacht te wijten is. In dat geval moet de kandidaat de gemiste proef afleggen in het centrum waar hij ingeschreven is.

Behoudens buitengewone, niet te voorzien, niet van de wil van de kandidaat-auditeur afhankelijke en behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, mag de inschrijving voor een nieuwe opleiding niet meer dan één keer hernieuwd worden.

**Art. 25.** De data van de cursussen en examens worden minstens vijftien werkdagen vóór aanvang ervan door het centrum aan de Administratie meegegeven.

De Administratie mag de opleidingen en examens bijwonen om de verbeteringen en evoluties van het verloop of de dragers van de opleiding of van de proeven vast te stellen.

Ze kan ook problemen aan het licht brengen in verband met de kwaliteit van het onderwijs dat door de opleider wordt gegeven, de onderwijsmethoden en -praktijken van de opleider of van het centrum.

Wanneer ze de opleidingen en proeven bijwoont, kan de Administratie niet actief deelnemen aan het verloop van de opleidingen en proeven.

**Art. 26.** Binnen vijftien dagen na de mondelinge proef richt het centrum een attest aan de kandidaat-auditeurs die de opleiding in haar geheel gevolgd hebben en voor de proeven geslaagd zijn.

Binnen dezelfde termijn richt het centrum een rapport aan de Administratie, waarin de aanwezigheden op de opleidingen en de uitslagen van de schriftelijke en mondelinge proeven van elke kandidaat vermeld worden.

De attesten en het rapport worden door de verantwoordelijke van het centrum ondertekend.

**Art. 27.** Om de kosten van de organisatie van de opleidingen en examens te dekken, mag het centrum een inschrijvingsrecht bij de kandidaat-auditeurs innen.

De Ministers kunnen het maximumbedrag van het inschrijvingsrecht vastleggen.

#### Onderafdeling 2. — Voortgezette en aanvullende opleidingen

**Art. 28.** § 1. De auditeurs moeten voortgezette of aanvullende opleidingssessies volgen, die door de Ministers of hun afgevaardigden of de opleidingscentra georganiseerd worden.

§ 2. De Ministers kunnen de vorm, de minimale inhoud, de duur en de frequentie van de door de auditeur gevolgde voortgezette of aanvullende opleidingen beslissen.

§ 3. De voortgezette opleidingssessies hebben met name betrekking op het bijsturen van de procedure, de software en de uitlegbrochure ingevolge de technische ontwikkelingen en de verbeteringen verricht bij het in aanmerking nemen van de gegevens uit de certificaten en audits.

§ 4. De voortgezette opleidingssessies maken het met name mogelijk om algemene informatie over de reglementaire evoluties, over de toepassing van de procedure en de software, alsook over de links tussen de audit en de hulpmechanismen die in Wallonië georganiseerd worden, aan de auditeurs mede te delen.

*Afdeling 3. — Opdrachten van de auditeurs*

**Art. 29.** § 1. De auditeur vervult persoonlijk of per gedeeltelijke delegatie alle taken die nodig zijn voor het opmaken van de audit, met name:

- 1° het bezoek van het gebouw, de inzameling en verwerking van de gegevens en de opslag ervan in de databank;
- 2° de vaststellingen van de verbeteringen bedoeld in artikel 5.

§ 2. In het kader van de in artikel 5 bedoelde verbeteringen moet de auditeur rekening houden met de wens van de aanvrager wat betreft de geplande wijzigingen van het beschermde volume of de energiesectoren.

§ 3. De rapporten worden in aanwezigheid van de aanvrager door de auditeur uitgelegd aan de hand van de uitlegbrochure die door de Administratie ter beschikking wordt gesteld.

Dit deel van de opdracht mag niet worden gedelegeerd.

Wanneer de auditeur een rechtspersoon is, wordt dit deel van de opdracht verplicht vervuld door een auditeur die een personeelslid of een medewerker van de rechtspersoon is.

Wanneer de werken overeenkomstig de aanbevelingen van de audit zijn uitgevoerd, kan het rapport over de opvolging van de werken, in afwijking van het eerste lid, zonder aanvullende uitleg overgemaakt worden aan de aanvrager.

§ 4. De auditeur registreert de in artikel 8 bedoelde gegevens binnen 30 dagen na het bezoek van het gebouw dat nodig is voor het verzamelen van de gegevens voor het opstellen van het rapport over de basismodule.

De overmaking van het rapport over de basismodule aan de aanvrager alsook de uitleg en de toelichting bedoeld in § 3 2, worden door de auditeur uitgevoerd binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van de registratie bedoeld in artikel 8.

De auditeur registreert de in artikel 8 bedoelde gegevens binnen 30 dagen na het bezoek van het gebouw of na ontvangst van de gegevens nodig voor het verzamelen van de gegevens voor het opstellen van het rapport over de opvolging van de werken.

De overmaking van het rapport over opvolging van de werken en, in voorkomend geval, de uitleg van dit rapport worden door de auditeur uitgevoerd binnen dertig dagen na de in artikel 8 bedoelde registratie van de gegevens.

§ 5. Wanneer de auditeur een deel van zijn opdracht delegeert, neemt hij persoonlijk de verantwoordelijkheid voor de gehele opdracht op zich en ondertekent hij de rapporten persoonlijk.

§ 6. De auditeur informeert de Administratie over de registratie van de rapporten.

**Art. 30.** § 1. De auditeurs vervullen hun opdracht in alle onafhankelijkheid.

De auditeur mag niet overgaan tot de audit van een woning of een woning in wording waarvoor hij houder is van een zakelijk recht of waarvoor een van zijn bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad houder is van een zakelijk recht.

§ 2. De auditeur gebruikt de databank alleen om de audit uit te voeren.

In het kader van hun opdrachten doen de auditeurs geen enkel commercieel voorstel betreffende de energievoorziening van het gebouw of de verbeteringen aanbevolen in de audit.

Onverminderd de controles bedoeld in de artikelen 36 en volgende, verstrekken de auditeurs geen informatie aan derden i.v.m. de resultaten van de audit, behoudens voorafgaande toestemming van de aanvrager.

**Art. 31.** De auditeurs geven binnen dertig dagen de Administratie onmiddellijk kennis van elke wijziging in de gegevens opgenomen in het formulier bedoeld in artikel 17.

**HOOFDSTUK IV. — Erkende opleidingscentra***Afdeling 1. — Erkenning van de opleidingscentra*

**Art. 32.** Om erkend te worden, verstrekt en organiseert het opleidingscentrum de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 22 en 24 alsook de voortgezette of aanvullende opleidingsessies bedoeld in artikel 28 en voldoet het aan de volgende voorwaarden :

1° beschikken over de nodige technische en informaticamiddelen en over lokalen geschikt voor het aantal kandidaat-auditeurs;

2° beschikken over onderwijzend personeel dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) sinds minstens twee jaar houder zijn van een geldige erkenning die overeenkomstig dit besluit verkregen werd, minstens 16.00/20 behaald hebben voor het examen bedoeld in artikel 22, niet het voorwerp zijn geweest van een sanctie bedoeld in artikel 22 en vijf audits uitgevoerd hebben in de loop van de twee jaren die voorafgaan aan de aanwijzing als opleider door het centrum;

b) niet het voorwerp zijn geweest van een sanctie bedoeld in artikel 54 van het EPB-decreet en vijf certificaten hebben opgesteld in de loop van de twee jaren die voorafgaan aan de aanwijzing als opleider door het centrum.

**Art. 33.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt door de vertegenwoordiger van het centrum ingediend d.m.v. het door de Administratie ter beschikking gestelde formulier.

Het erkenningsaanvraagformulier vermeldt op zijn minst de volgende gegevens :

1° de identificatie van het centrum en de personalia van iedere persoon die het vertegenwoordigt, alsook zijn handtekening;

2° de identificatie van de leden van het onderwijzend personeel aangewezen door het centrum en hun handtekening.

De vorm en de inhoud van het erkenningsaanvraagformulier worden nader bepaald worden door de Ministers.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van het kandidatuurdossier voor de erkenning richt de Administratie een bericht van ontvangst aan het kandidaat-opleidingscentrum dat de volgende informatie vermeldt :

1° de datum waarop de aanvraag in ontvangst is genomen;

2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden;

3° de beroepsmiddelen en de bevoegde instanties almede de in acht te nemen vormen en termijnen.

Binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst, geeft de Ministers of zijn afgevaardigde de kandidaat kennis van zijn beslissing.

Als het dossier onvolledig is en in afwijking van het derde lid wordt het opleidingscentrum zo spoedig mogelijk daarover ingelicht. Deze kennisgeving vermeldt de ontbrekende stukken en verduidelijkt dat de in het derde lid bedoelde termijn bij de ontvangst van het geheel van de ontbrekende stukken begint te lopen.

§ 3. Het ministerieel besluit tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

De erkenning begint te lopen op de datum van ondertekening van het ministerieel besluit.

**Art. 34.** De Administratie maakt de lijst van de erkende opleidingscentra bekend op haar website en werkt ze bij.

#### *Afdeling 2. — Optrachten*

**Art. 35.** § 1. De centra geven de kandidaat-auditeurs die de in artikel 17, § 2, bedoelde kennisgeving van aanvaarding ontvangen hebben, de in de artikelen 22 en 24 bedoelde opleiding met het oog op de erkenning.

Ze geven ook aan de auditeurs de voortgezette opleiding bedoeld in artikel 28.

Ze maken gebruik van de opleidingsdragers bedoeld in de artikelen 23 en 28.

De praktische modaliteiten voor de organisatie van de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 22 en 24 alsook van de voortgezette opleiding bedoeld in artikel 28 kunnen nader bepaald worden door de Ministers.

De modaliteiten bedoeld in het vierde lid betreffen op zijn minst de geharmoniseerde organisatie en de coördinatie tussen de centra :

1° de aanwijzing van de leden van het onderwijzend personeel, overeenkomstig artikel 32;

2° de toegang tot de opleidingen en examens voor de kandidaat-auditeurs toegelaten krachtens artikel 17 en de aan die kandidaat-auditeurs te verstrekken informatie i.v.m. de organisatie van die opleidingen en examens;

3° de toegang tot de voortgezette opleiding en de aan de auditeurs te verstrekken informatie i.v.m. de organisatie van de voortgezette opleidingsessies;

4° de pedagogische inhoud van de opleidingsdragers;

5° de evaluatie bedoeld in artikel 24;

6° de procedure voor de mededeling van de resultaten van de evaluaties door de centra.

§ 2. De centra kunnen op eigen initiatief voortgezette of aanvullende opleidingsessies organiseren nadat de Administratie het programma, de dragers en de duur van de opleiding heeft goedgekeurd.

#### *HOOFDSTUK V. — Controles, sancties en beroep*

##### *Afdeling 1. — Controle van de auditeurs*

**Art. 36.** § 1. De Administratie is gemachtigd om controle te voeren op de audits.

§ 2. In het kader van de in paragraaf 1 bedoelde controle kan de Administratie van de auditeur verlangen dat hij haar alle documenten voorlegt, op grond waarvan de rapporten zijn opgesteld en die hij gedurende acht jaar na de datum van registratie van de rapporten moet bewaren.

In het kader van de in paragraaf 1 bedoelde controle kan de Administratie van de auditeur verlangen dat hij haar alle documenten voorlegt op grond waarvan het opvolgingsrapport is opgesteld en die hij gedurende vijf jaar na de datum van registratie van elk rapport moet bewaren.

De controle wordt uitgevoerd op basis van deze documenten, dan wel op basis van de gegevens die zijn vastgesteld in de betrokken woning of de betrokken woning in wording, of op basis van de gegevens die zijn opgenomen in de in artikel 8 bedoelde databank, of op basis van enige relevante informatie waarover de Administratie beschikt.

**Art. 37.** Wanneer de Administratie vaststelt dat een audit tekortkomingen aan het licht brengt, kan zij, onverminderd de mogelijkheid van sancties, de opsteller van de audit verzoeken deze te corrigeren.

De Administratie stelt de auditeur in kennis van de vastgestelde vergissing en geeft hem de opdracht deze binnen een door de Administratie te bepalen termijn, die niet meer dan drie maanden mag bedragen, te corrigeren.

De auditeur stelt de persoon die de audit hem heeft besteld, in kennis van de vergissing en verstrekt hem de verbeterde versie.

##### *Afdeling 2. — Sancties van de auditeurs*

**Art. 38.** Als een auditeur zijn verplichtingen verzuimt na te komen, kan hij door de Ministers bestraft worden.

De bedoelde tekortkomingen zijn :

1° de slechte kwaliteit van de audits, vastgesteld o.a. :

a) wegens tekortkomingen op het vlak van de kwaliteit en de volledigheid van de opgenomen gegevens of de resultaten;

b) wegens tekortkomingen op het vlak van de kwaliteit, de haalbaarheid en de cohesie van de verbeteringsvoorstellen opgenomen in de aanbevelingen;

2° het niet-naleven van de procedure, de regels voor het gebruik van de software of van de databank;

3° de niet-naleving van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 8, 28 tot en met 31, en 36, § 2;

4° het niet rechtzetten of aanvullen van de audits die overeenkomstig artikel 37 zijn gecontroleerd of waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld.

**Art. 39.** Mogelijke sancties zijn de waarschuwing, de tijdelijke opschorting en de intrekking van de erkenning.

**Art. 40.** Het voornemen om de erkende auditeur te sanctioneren wordt hem door de Administratie meegedeeld.

Deze verzending vermeldt :

1° de vastgestelde tekortkomingen;

2° de eventueel overwogen sanctie;

3° de datum van het verhoor waarin de auditeur, in voorkomend geval vergezeld van zijn advocaat, verzocht wordt zijn opmerkingen mede te delen;

4° de wijze waarop de auditeur het volledige dossier betreffende de tekortkomingen die hem worden verweten kan raadplegen.

Het proces-verbaal van het verhoor wordt door de Administratie aan de erkende auditeur betekend binnen twintig dagen na het verhoor.

De beslissing om de erkende auditeur al dan niet te sanctioneren wordt door de Ministers genomen en binnen 60 dagen na het verhoor aan de erkende auditeur meegedeeld.

De sanctie moet in verhouding staan tot de ernst van de tekortkomingen waarop de beslissing is gebaseerd.

De beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

**Art. 41.** In geval van opschorting of intrekking van de erkenning, verwittigt de auditeur binnen 30 dagen alle aanvragers met wie contracten lopen met het oog op de uitvoering van een audit.

De opschorting duurt zolang hij de nieuwe opleiding als bedoeld in de artikelen 22 en 24 niet heeft gevolgd en daarvoor is geslaagd.

### *Afdeling 3. — Controle van de erkende opleidingscentra*

**Art. 42.** Als een centrum zijn verplichtingen verzuimt na te komen, kan het door de Ministers bestraft worden. Mogelijke sancties zijn de opschorting en de intrekking van de erkenning.

**Art. 43.** Het voornemen om het erkende opleidingscentrum te sanctioneren wordt door de Administratie aan het centrum meegedeeld.

Deze verzending vermeldt :

1° de vastgestelde tekortkomingen;

2° de eventueel overwogen sanctie;

3° de datum van het verhoor waarin de vertegenwoordiger van het erkende opleidingscentrum, in voorkomend geval vergezeld van zijn advocaat, verzocht wordt zijn opmerkingen mede te delen;

4° de wijze waarop de vertegenwoordiger van het erkende opleidingscentrum het volledige dossier betreffende de aan het centrum verweten tekortkomingen kan raadplegen.

Het proces-verbaal van het verhoor wordt door de Administratie aan het erkende opleidingscentrum betekend binnen twintig dagen na het verhoor.

De beslissing om het erkende opleidingscentrum te sanctioneren wordt door de Ministers genomen en betekend aan het erkende opleidingscentrum binnen zestig dagen na het verhoor.

De sanctie moet in verhouding staan tot de ernst van de tekortkomingen waarop de beslissing is gebaseerd.

De opschorting duurt zolang het bestrafte centrum niet heeft aangetoond dat het aan de eisen van artikel 32 kan voldoen.

### *HOOFDSTUK VI. — Bescherming van de gegevens*

**Art. 44.** De Administratie, de Ministers, de auditeur en de erkende opleidingscentra zijn, elk wat hen betreft, verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van AVG voor de verwerking van de persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de audit en voor de toekenning van de erkenning.

De gegevens verkregen door de verantwoordelijken voor de verwerking worden niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt met een maximale bewaartermijn die verstrijkt op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de verjaring plaatsvindt van alle handelingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijken vermeld in artikel 44 behoren en, in voorkomend geval, waarin de definitieve beëindiging van de ermee verbonden procedures en administratieve en gerechtelijke beroepen, is geschied.

**Art. 45.** De Administratie en de auditeurs nemen de nodige en passende maatregelen opdat alle persoonsgegevens voortkomende van de verzamelde documenten, op een beveiligde wijze, zowel fysiek als op informaticagebied, worden bewaard of uitgewisseld in het kader van de toepassing van dit besluit.

### *HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen*

**Art. 46.** In artikel 74, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen worden de woorden "het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning" vervangen door de woorden "het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning".

**Art. 47.** Het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 21 december 2012 en 15 mei 2014, wordt opgeheven op een door de Minister van Energie vastgestelde datum.

**Art. 48.** De personen die krachtens het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning erkend zijn als auditeur voor de uitvoering van audits in de sector van de huisvesting, beschikken over een erkenning als auditeur in de zin van dit besluit.

**Art. 49.** De centra die krachtens het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning erkend zijn als opleidingscentra, beschikken over een erkenning van centrum in de zin van dit besluit.



**Art. 50.** In afwijking van artikel 32, 2°, a), kan het gekwalificeerd onderwijzend personeel ook worden aangeworven onder de personen bedoeld in artikel 49 die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een sanctie bedoeld in hoofdstuk V van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning of in hoofdstuk 5 van dit besluit:

a) wanneer zij sinds ten minste twee jaar beschikken over een erkenning verkregen op grond van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning, nadat zij voor het in artikel 13 van hetzelfde besluit bedoelde examen een resultaat hebben verkregen dat gelijk is aan of hoger is dan 16 op 20, of

b) onder de auditeurs opgenomen in de reserve die is ingesteld overeenkomstig artikel 33 van het besluit van de Waalse regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

**Art. 51.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

**Art. 52.** De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting zijn belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE  
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,  
V. DE BUE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/13387]

### 6 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 1<sup>er</sup>ter, 9bis, § 1<sup>er</sup>, et 12ter, insérés par le décret du 14 juillet 1994 et modifiés par le décret du 16 février 2017, les articles 7, § 1<sup>er</sup>, et 10, modifiés par les décrets du 14 juillet 1994, du 16 février 2017 et du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juin 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juin 2019 ;

Vu le rapport du 4 juin 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'urgence ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne oblige le Gouvernement à prendre des dispositions en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et les mesures appropriées à y appliquer, telles que la suspension de la chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers ;

Considérant que, depuis lors, la maladie est toujours observée chez les sangliers, malgré les efforts importants déployés pour enlever les carcasses de sangliers infectés et détruire les sangliers encore présents dans la zone infectée ;

Considérant que les naissances 2019 ont aujourd'hui eu lieu et que l'on observera dès lors sous peu une recrudescence de l'épidémie contre laquelle il faut lutter sans délai ;

Considérant dès lors qu'il importe de disposer pour le début de l'année cynégétique 2019-2020 de mesures renforcées qui obligeront les titulaires de droit de chasse à vider leurs territoires des sangliers qui s'y trouvent en vue de créer une véritable barrière sanitaire empêchant la propagation de la maladie vers le nord et singulièrement vers le massif ardennais ;

Considérant que dans un souci d'efficacité, il s'impose que les titulaires de droit de chasse concernés soient informés au plus tôt de ces mesures en vue d'organiser et d'exercer effectivement en conséquence leurs prérogatives cynégétiques lors de la prochaine saison de chasse débutant le 1<sup>er</sup> juillet 2019 ;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° Administration : le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

2° centre de collecte : lieu désigné par l'Administration vers lequel les sangliers trouvés morts ou abattus dans les zones visées ci-après aux 5°, 6° et 7° doivent obligatoirement être acheminés à des fins de prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine ;

3° chef de cantonnement : chef du cantonnement du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent pour la plus grande partie de la surface du territoire de chasse ;